

# DE LA PIÉTÉ FILIALE

Comme Fondement

## DU DROIT DE FAMILLE ANNAMITE

d'après le Code de GIALONG  
et celui des LÊ

---

*Thèse de Doctorat d'Université  
présentée à la Faculté des Lettres de Paris*

PAR

**TRAN-VAN-LIEU**

DOCTEUR EN DROIT

---

*« Honorer et aimer ses parents pendant leur vie,  
les pleurer et les regretter après leur mort, est  
le grand accomplissement des lois fondamen-  
tales de la société humaine. »*

CONFUCIUS (Hiao-King, chap. XVIII).

*« Les enfants doivent être pieux et respectueux  
envers leurs parents. »*

CODE DES LÊ, article 2, Deloustal, t. I, p. 152.

PARIS

LIBRAIRIE R. GUILLON

5, Place de la Sorbonne, 5

1928

*Thèse Paris  
1928.*







*A MES CHERS PARENTS*



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# DE LA PIÉTÉ FILIALE

COMME FONDEMENT

DU DROIT DE FAMILLE ANNAMITE

d'après le Code de GIALONG

et celui des LÊ

**La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.**

# DE LA PIÉTÉ FILIALE

Comme Fondement

## DU DROIT DE FAMILLE ANNAMITE

d'après le Code de GIALONG  
et celui des LÊ

---

*Thèse de Doctorat d'Université  
présentée à la Faculté des Lettres de Paris*

PAR

**TRAN-VAN-LIEU**

DOCTEUR EN DROIT

---

*« Honorer et aimer ses parents pendant leur vie.  
les pleurer et les regretter après leur mort, est  
le grand accomplissement des lois fonamen-  
tales de la société humaine. »*

CONFUCIUS (Hiao-King, chap. XVIII).

*« Les enfants doivent être pieux et respectueux  
envers leurs parents. »*

CODE DES LÊ, article 2, Deloustal, t. I, p. 152.

PARIS

LIBRAIRIE R. GUILLON

5, Place de la Sorbonne, 5

—  
1928

\*1700s.



# TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                  | PAGES |
|------------------------------------------------------------------|-------|
| PRÉFACE .....                                                    | 11    |
| CHAPITRE I. — De la Doctrine de la Piété<br>filiale .....        | 17    |
| CHAPITRE II. — La puissance paternelle ....                      | 23    |
| SECTION I. — Droits du père de famille .....                     | 23    |
| 1. Droit de correction .....                                     | 23    |
| 2. Droit de garde .....                                          | 26    |
| 3. Droit d'exhérédation .....                                    | 27    |
| 4. Droits du père de famille en tant que chef<br>religieux ..... | 29    |
| a) Droit de répudier la femme .....                              | 29    |
| b) Droit de marier ses enfants .....                             | 30    |
| c) Droit d'exclure ses enfants .....                             | 32    |
| d) Droit d'adopter .....                                         | 32    |
| SECTION II. — Devoirs du père de famille ....                    | 37    |
| 1. Devoirs divers .....                                          | 38    |
| 2. Devoir d'éducation .....                                      | 39    |
| CHAPITRE III. — Devoirs des enfants .....                        | 43    |
| SECTION I:                                                       |       |
| 1. Inexistence des droits des enfants .....                      | 43    |

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                         | PAGES |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 2. Devoirs de piété et d'assistance .....                                               | 45    |
| 3. Devoir de respect .....                                                              | 47    |
| 4. Devoir d'obéissance .....                                                            | 49    |
| 5. Obligations relatives au deuil .....                                                 | 51    |
| 6. Obligations relatives aux cérémonies des<br>funérailles, à l'inhumation, au culte .. | 56    |
| SECTION II. — Pénalités établies par la loi<br>dans les cas de piété filiale .....      | 65    |
| CONCLUSION .....                                                                        | 71    |
| ANNEXES .....                                                                           | 79    |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                     | 95    |

## PRÉFACE

---

La Piété filiale est la vertu cardinale, la pierre angulaire sur laquelle reposent la famille, le gouvernement et l'unité nationale annamites.

C'est de cette vertu cardinale qu'est sortie la puissance paternelle, colonne maîtresse de la famille annamite. C'est à elle que cette dernière doit sa forme d'association collective d'efforts de tous ses membres, à la direction spirituelle et morale de laquelle préside le père de famille.

C'est d'elle, enfin, qu'est né un vaste système de culte des ancêtres qui exerce sur les relations sociales une influence considérable.

Ce dogme de la Piété filiale a fait de l'Empereur lui-même, « le père et la mère du peuple », lui commandant d'être bon et juste envers son peu-

ple et lui imposant le rôle d'enseigner, comme un père à ses enfants, la Morale et la Vertu (1).

Ainsi il a transformé la nation annamite en une vaste famille dont le Chef est l'Empereur.

La doctrine de la Piété filiale a donc une très haute importance pour la société annamite. C'est pourquoi les autorités l'ont toujours, de toutes les forces, maintenue en honneur. Ainsi non seulement le législateur annamite s'efforce de l'appliquer, comme nous le verrons, le plus fidèlement possible au droit de famille, mais encore il édicte des peines très sévères pour en assurer le respect et l'observation scrupuleuse. Il oblige expressément les parents à éduquer soigneusement leurs enfants. Et on sait qu'en Annam la base du système national d'éducation et d'instruction, c'est la doctrine morale de Confucius.

La mère, pendant le temps qu'elle nourrit son enfant, lui enseigne la politesse, l'amour et le res-

(1) Voici un exemple de ses sentiments d'amour paternel d'un Empereur annamite pour son peuple : « Dans le courant de l'été, pendant que l'Empereur Li-Thanh-Ton, (1054-1072) rendait la justice au palais de Thien-Khanh, la princesse Dong-Thien se tenait à ses côtés. L'Empereur montrant la princesse dit aux magistrats : « Les sentiments d'un père et d'une mère que j'ai pour mon peuple ne le cèdent en rien à mon amour pour ma fille : mais le peuple ne les connaît pas, c'est pourquoi il viole les lois. J'en suis profondément affligé. A partir de ce jour je désire que toute les fautes, légères ou graves, soient jugées avec la plus grande indulgence. » Code des Lê, Deloustal, t. I ; p. 9.

pect de ses parents. On peut dire que tout Annamite est nourri de sentiments de piété et de respect comme s'il les avait sucés avec le lait de sa nourrice.

Quand l'enfant grandit, le père doit le confier à un maître éclairé qui lui enseigne les différents rites, les préceptes et les pratiques de la civilité et de la Piété filiale. L'enfant ne doit se lier qu'avec des hommes vertueux pour qu'il puisse se perfectionner dans la vertu et l'accomplissement de tous ses devoirs de Piété filiale (1).

Ainsi législateur, pères et mères, et surtout maîtres d'école, tous se sont donnés pour tâche importante de répandre les enseignements de la doctrine de la Piété filiale, comme une féconde semence, qui prend racine profondément dans l'âme de tous les Annamites. Et pour arriver à une connaissance réelle et approfondie du caractère moral de la loi et de l'âme annamites, nous croyons qu'il est nécessaire d'étudier minutieusement le fondement du droit de famille de ce peuple millénaire.

C'est d'après le Code de Gialong et celui des Lê, les deux monuments juridiques les plus importants de l'Annam que nous l'étudierons. On sait que pendant deux mille ans, les Annamites avaient subi profondément l'influence chinoise. Leur civilisa-

(1) Voir *Tam-Tu-Kinh*, avec le grand commentaire de Vuong-Tan-Thang, traduit par Abel des Michel, p. 17 et 21.

tion était devenue presque identique à celle du peuple de « l'Empire du Milieu ». Ils avaient emprunté quasi intégralement, à la Chine, leur législation, comme leur philosophie, leur littérature, leur morale et leur langue écrite. Ainsi, le Code Gialong, actuellement en vigueur en Annam, n'est qu'une copie presque textuelle du Code chinois de la dynastie mandchoue (1).

Ainsi, le Code des Lê lui-même, est en grande partie, une reproduction fidèle du Code des T'ang (2).

- (1) « Le Code annamite, dit M. Philastre n'est autre chose que le Code chinois de la dynastie Mandchoue, dont un très petit nombre d'articles a été supprimée et dont quelques-uns également fort rares, ont reçu quelques très légères modifications. » *Philastre*, t. I, p. 1. Le Code de la dynastie Mandchoue (1644-1911) promulgué en l'an 1647, par l'Empereur Sun-Chee [des modifications de détail y furent apportées ensuite, notamment par les empereurs Kang-Hi (en 1679) et Young-Tching (en 1725)] n'est lui-même qu'un recueil de lois, de décrets, d'arrêts rendus au fur et à mesure que les cas litigieux se sont présentés. (V. Staunton, *Ta tsing leu lee*, p. 2 à 9.)

Le Code annamite fut promulgué par l'Empereur Gialong la onzième année de son règne (1812).

Au point de vue scientifique ce Code laisse beaucoup à désirer : les matières y sont traitées sans ordre et sans méthode précise ; « dans son ensemble l'ouvrage qui est un mélange monstrueux, se présente sous l'aspect d'un labyrinthe inextricable ». (V. Phan-Van-Truong, *Essai sur le Code Gialong*, p. 8.)

- (2) Le Code des Lê est un recueil des lois en vigueur avant les Nguyen et promulguées successivement sous la dynastie des Lê (1428-1789). (V. Deloustal, *Code des Lê*, préface par M. Maitre, t. I, p. 1 à 5.)

Mais le Code des Lê a ceci de particulier: bien qu'il fût profondément pénétré des idées chinoises, il a su cependant conserver certaines institutions juridiques coutumières vivantes et traditionnelles qui constituent ce qu'il y a d'original et de spécifique dans la législation annamite. Ainsi, on trouve dans la section des lois civiles un certain nombre d'articles relatifs à la propriété privée, au Huong-Hoa (voir infra p. 68) et surtout au droit de famille qui sont tout à fait particuliers au droit coutumier annamite et dont le Code Gialong, trop fidèlement inspiré de la législation chinoise, ne contient aucune trace. Ainsi, s'explique la haute importance que nous attribuons au Code des Lê dans cette étude.

Le but de ce modeste travail est de chercher et de mettre en lumière le fondement moral du droit de famille annamite et de dégager les influences profondes de la doctrine de la Piété filiale sur les diverses institutions juridiques familiales. Pour cela, nous croyons qu'il est bon et pratique d'étudier, d'une manière approfondie, les droits et devoirs du père de famille et des enfants que le Code Gialong et surtout celui des Lê exposent et fixent avec minutie. Nous nous efforcerons de suivre fidèlement les lois dans tous leurs détails pour pouvoir mieux faire ressortir la sollicitude toute paternelle du lé-

gislateur, sollicitude qui constitue l'originalité et la caractéristique de la législation annamite. Par contre, nous nous abstiendrons de décrire les institutions juridiques familiales, sujet étranger à cette étude.

Comme la législation annamite commence à subir, — conséquence fatale de la colonisation, — l'influence sans cesse croissante du droit français, nous croyons qu'il est intéressant de comparer le droit de famille annamite à celui des anciens Romains et des Français, afin d'en montrer des différences essentielles.

Ce modeste travail étant ainsi circonscrit, nous nous efforcerons de l'accomplir le plus consciencieusement possible. Nous nous estimerons suffisamment récompensé de nos efforts, si nous avons pu fixer l'attention du lecteur sur le caractère éminemment moral et moralisateur de la législation, de ce peuple millénaire si profondément imprégné de la doctrine de la Piété filiale et si fidèlement attaché au culte des ancêtres que sont les Annamites.

---

## CHAPITRE I

### DE LA DOCTRINE DE LA PIÉTÉ FILIALE

« Que de peine, a dit un poète annamite, se sont donnés notre père et notre mère pour nous procréer et nous élever. Pensons-y jour et nuit, ne l'oublions jamais (1). »

Non seulement notre père et notre mère nous ont donné la vie, non seulement ils nous ont nourris et élevés, mais encore ils ont pour nous l'affection la plus absolue et la plus désintéressée. C'est donc à eux que nous devons le plus. Et cette dette est tellement grande que toute notre vie ne nous suffira pas pour nous en acquitter. Aussi, parmi les devoirs les plus importants de l'homme faut-il mettre en première ligne la Piété filiale.

La Piété filiale est un sentiment naturel d'amour et de respect d'un enfant pour ses père et mère. Elle

(1) *Lê Tuong-Cong*, *Nguyen-Trai*, gia huan ca p. 28, § 1, vers 1 et 2. (V. *Kinh-Thin in Hieu-Nghia-Minh-Tho* par *Truong-Minh-y*, p. 7.)

doit se prouver par des actes et non par des paroles.

Le premier acte de la Piété filiale est la conservation de soi-même. En effet, « tout notre corps, jusqu'au plus mince épiderme et aux cheveux » (1) nous le devons à nos parents. Nous sommes tous, leurs reproductions, leur chair est notre chair, leur sang est notre sang, mot mau, mot thit cung cha me (nous avons le même sang et la même chair que nos père et mère), comme disent les Annamites (2). Notre corps est donc une fraction intime de leur corps. Nos parents sont nous-mêmes sous une autre forme (3).

Nous devons donc prendre soin de notre corps d'une façon minutieuse (4), car nous ne pouvons y

(1) Hiao-King. Chap. I.

(2) On rapporte que l'attachement de Tseng-tsen, un des disciples de Confucius, pour ses parents était tel qu'un jour sa mère ayant besoin de lui et ne pouvant le faire prévenir, elle se mordit le doigt; Tseng-tsen averti par une douleur subite, rentra chez lui. (H. Cordier, *La piété filiale et le culte des Ancêtres en Chine*, p. 68.)

(3) Hoang Tsen-Yue, *Etude comparative sur les philosophies de Lao Tseu, Khong Tseu, Mo Tseu*, p. 72.

(4) « La plus rigoureuse des pratiques de la Piété filiale se rattache aux mêmes idées : un fils pieux doit conserver son corps intact. Il ne se lie point à mort par un contrat d'amitié ; il évite de monter sur les hauteurs ; il évite d'approcher des précipices ; il évite de maudire ou de rire sans précaution ; il évite de bouger dans les ténèbres ; il évite de monter sur des escarpements ; il craint de déshonorer ses parents. » Un sage qui s'était blessé le pied, même guéri, restait triste. Voici pourquoi : « Ce qui constitue l'homme lui est donné par ses parents dans un état d'intégrité parfaite : s'il le leur rend dans le même état, on peut dire qu'il est un fils pieux...

porter ou y laisser porter aucune atteinte sans être en faute vis-à-vis de nos parents.

Nous devons nous conduire dans la vie selon la justice et la droiture de façon à ne jamais attirer sur nous les rigueurs de la loi, qui nous affligent et nous dégradent. Gardons-nous de rien faire pour mériter la haine et l'aversion des hommes, qui nous rendraient malheureux et déshonorerait nos parents. Nous devons, au contraire, faire en sorte que tout le monde dise que nos parents sont heureux d'avoir un tel fils. « Si vous êtes sur le point de faire du bien, prêchait le Li-Ki, considérez donc que cela pourra ajouter à la renommée de vos parents, et certainement cela viendra à maturité; mais si vous êtes sur le point de faire quelque chose qui n'est pas bon, songez que cela pourra susciter de la honte et de l'infâmie pour vos parents, et vous n'en viendrez positivement pas aux effets. » (Li-Ki, chap. V, § 12.)

Un fils pieux doit prodiguer à ses parents les

Un bon fils ne lève pas le pied, ne dit pas un mot sans faire attention aux devoirs de la Piété filiale; il suit les grands chemins et jamais les sentiers; il monte en bateau, mais ne va jamais à la nage; il n'a pas l'audace d'exposer au danger le corps qu'il a reçu de ses parents. » (Granet, *La Religion des Chinois*, p. 89.)

soins les plus méticuleux (1) et saisir toutes les occasions de leur être agréable (2).

(1) M. Granet, *La Religion des Chinois*, p. 79-80 : « Un fils n'ose point se servir de l'escalier réservé à son père ; il ne touche ni à ses vêtements, ni à ses couvertures, ni à sa natte, ni à son oreiller, ni à l'escabeau où il s'appuie ; il respecte spécialement son bâton et ses chaussures et ne se permet pas d'en approcher de trop près ; il ne se permet pas de se servir de son écuelle, de sa coupe, de son pot-à-eau... ; il doit (en sa présence) marcher avec gravité... s'abstenir de roter, d'éternuer, de tousser, de bailler... de se tenir sur un seul pied... de mettre un pardessus même s'il fait froid... de se gratter même s'il a des démangeaisons... de laisser paraître la doublure de ses vêtements... » En revanche, « il doit essuyer les crachats ou la morve de son père... lui préparer un bain tous les cinq jours... et, dans l'intervalle, s'il a le visage ou les pieds sales, lui préparer de l'eau de riz... Il doit, au point du jour, lui faire hommage, en costume cérémonial, lui présenter des friandises, le frotter, le gratter, lui servir sa bouillie et mettre dans les mets les plantes et condiments qui donnent des muscles ; ensuite il mange et boit les restes. Le soir, il fait à nouveau hommage et apporte des friandises. »

(2) Tam-Tu-Kinh, avec le grand commentaire de Vuong-Tan-Thang, traduit par Abel des Michels, p. 22 et 23 : « Parmi les actions les plus importantes de l'homme on met en première ligne les manifestations de la Piété filiale... »

Autrefois, du temps des Han, Hoang-Huong de Giang-Ha sut dès l'âge de neuf ans, pratiquer la Piété filiale. Chaque été, au temps de la grande chaleur, il éventait les rideaux du lit de son père et de sa mère pour en rafraîchir l'oreiller et la natte, mettre en fuite les moustiques, et procurer à ses parents un paisible sommeil. Lorsqu'arrivaient les froids rigoureux, les jours d'hiver, il échauffait avec son corps la couverture, l'oreiller et la natte de ses parents, pour que ceux-ci pussent dormir chaudement. Bien qu'on puisse dire que, pour pratiquer ainsi la Piété filiale à un âge aussi tendre, il faut être doué spécialement par le ciel, ce n'en est pas moins la règle de conduite que doivent suivre les enfants. » (V. *L'exemple de la Piété filiale de Thuan*, in *Phong Hoa le Nghi* par Tran-Quang-Tuat, p. 8. — V. aussi *Nguyen-Trai*, op. cit. p. 28. — *Diep-Van-Cuong*, *Recueil de morale annamite*, p. 6 et 7.)

Dans tous ses actes, un fils doit observer très strictement le respect de ses parents; car « si on ne sert pas ses parents avec amour et respect, quelle différence, dit Confucius, y a-t-il entre la manière avec laquelle on traite les parents et les bêtes domestiques » (1). Dans son discours Diem-thiet (sur le sel et le fer) le célèbre Quan-Tu a dit: « Il vaut mieux avoir moins de soins et plus de respect pour ses parents » (2). La Piété filiale n'exige donc pas qu'on se ruine pour fournir aux parents des mets recherchés et des choses précieuses. Un fils aura beau prodiguer à ses parents richesses et honneurs s'il manque vis-à-vis d'eux d'amour et de respect il ne sera jamais qu'un mauvais fils, tandis que celui-là est un fils pieux qui n'offre que la frugalité à ses parents, mais avec tout l'amour et le respect qui leur sont dus. « Un fils, dit Confucius, qui ne peut donner à ses parents que la purée de fèves et de l'eau est un fils pieux s'il réjouit leur cœur par son obéissance et son amour (3). »

Un fils pieux doit faire tous les efforts pour devenir un homme parfait et digne de la société,

(1) *Le Li-Ki*, chap. III et *le Lwen-Yu*, chap. II, VII: « Le fils doué de Piété filiale qui sert ses parents dans leur intérieur, s'attache au plus haut degré à leur témoigner du respect. Quand il les nourrit, il s'attache au plus haut degré à leur donner du contentement. (*Hiao-King*, chap. 10.)

(2) *Diep-Van-Cuong*, op. cit. p. 11.

(3) *Hiao-King*, chap. XV.

pour « illustrer son nom et s'immortaliser afin que la gloire en rejaillisse éternellement sur son père et sur sa mère (1). » Après leur mort, il doit les considérer toujours comme les chefs de famille, conserver avec un soin diligent leurs noms et titres, vénérer leur mémoire et perpétuer leur culte (2).

Écoutons ces conseils si touchants et si sublimes que nous donne Confucius dans le dernier chapitre du *Hiao-King*: « Honorer et aimer ses parents pendant leur vie, les pleurer et les regretter après leur mort, est le grand accomplissement des lois fondamentales de la société humaine. Qui a rempli envers eux toute justice pendant leur vie et après leur mort, a fourni en entier la grande carrière de la Piété filiale. » (*Hiao-King*, chap. XVIII.)

Telle est la fin du traité de la Piété filiale.

(1) *Hiao-King*, chap. I.

(2) « Servir les morts comme on sert les vivants, et les défunts comme ceux qui sont restés, voilà le comble de l'amour filial. » *Tchoung-Young* ou la *Doctrine du Milieu* XIX. « Il faut, en effet, dit de Groot, remarquer que cette pierre angulaire de la morale et de la vertu chez les Chinois, le hao (piété filiale) ne perd selon eux aucunement sa raison d'être lorsque vient à mourir l'être sur lequel se porte ses préceptes. En tranchant le fil des jours d'un père ou d'une mère qui, toute leur vie se sont oubliés eux-mêmes pour le bien-être de leurs enfants, la fatale faux ne détruit pas dans le cœur de ceux-ci l'amour et le respect qu'ils ont conçus pour leurs parents. » (De Groot, *Les fêtes annuellement célébrées à Emoi*, p. 547.)

## CHAPITRE II

### LA PUISSANCE PATERNELLE (1)

#### SECTION I. — DROITS DU PÈRE DE FAMILLE

C'est conformément à la doctrine de la Piété filiale que le législateur annamite a élaboré le droit de famille. Il met au premier rang le père; il fait de lui le centre de la vie familiale; pour lui, il exige des enfants: amour, respect, obéissance.

Pour leur imposer l'observation scrupuleuse de ces devoirs, il accorde au « *paterfamilias* » les droits suivants:

#### *Droit de correction*

Le père de famille a sur la personne de ses enfants un droit de correction tellement étendu qu'il peut les frapper de tous les châtiments corporels, même dans certains cas, de la mort.

En effet, d'après l'article 288 du Code Gialong, si les enfants ont désobéi et contrevenu aux ordres et aux instructions de leurs parents (2), ou, d'une

(1) V. Ho-Dac-Diem, *La puissance paternelle dans le Droit annamite*, Paris, Jouve et Cie, 1928.

(2) Notons que lorsqu'il n'est pas spécifié qu'il en est autrement, c'est toujours des parents de la souche paternelle qu'il s'agit.

façon générale, s'ils ont commis une faute méritant une correction, ces derniers ont le droit de le « frapper selon les règles », c'est-à-dire d'une façon raisonnable et modérée.

Et s'ils en sont morts sans qu'on ait pu prévoir ce résultat, les parents, auteurs de ce meurtre, n'encourront aucune peine. (Article 288 Code Gialong *in fine*.)

De plus, lorsque les parents sont frappés et injuriés par leurs enfants, ils peuvent les maltraiter, en punition de leur faute, jusqu'à les faire mourir. (Article 288, Code Gialong *in fine*.) Dans ce cas, l'homicide ne sera pas puni (1) « parce que, dit le commentaire officiel de l'article 288, lorsque les enfants ou petits-enfants, frappent et injurient l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère... ils sont déjà par le seul fait, passible de la peine de mort » (2).

(1) Article 288 du Code Gialong, commentaire officiel *Philastre*, t. II, p. 354.

(2) « Si des père ou mère, grand-père ou grand'mère du côté paternel, après avoir été frappés par leur fils ou petit-fils, le maltraitent, en punition de leur faute, jusqu'à le faire mourir; ou si des fils ou filles, petits-fils ou petites-filles déso-béissants viennent à mourir des suites d'une correction infligée d'une façon raisonnable et modérée par leurs parents, ou si l'un d'entre eux est tué sur le champ, aucune peine ne sera infligée au parent, auteur de l'homicide commis dans de pareilles circonstances. » (Ta tsing lu li, *La puissance paternelle en Chine*, p. 13.)

Ce droit de vie et de mort [*jus vitae necisque*] existait aussi en Droit romain, avec, toutefois — du moins à ses débuts — cette différence que ce pouvoir exorbitant était d'après la législation justinienne, l'apanage des seuls citoyens romains :

En effet, l'article 288, dans son premier paragraphe prescrit que « les enfants ou petits-enfants qui auront frappé leur aïeul, leur aïeule, leur père ou leur mère, seront tous punis de la décapitation; s'il y a meurtre, tous seront punis de la mort lente. »

Le législateur annamite inflige ces terribles châtiments aux enfants qui poussent la rébellion odieuse jusqu'à frapper les parents, « parce que, dit le commentaire officiel, ce crime est le comble de la subversion des liens humains (1). » Par contre, il ne punit pas le père, nous l'avons vu plus haut, lorsque l'enfant meurt des suites d'une correction motivée par sa désobéissance et son insubordination.

Cette différence de traitement en faveur du père montre bien l'influence considérable de la doc-

« *Jus autem potestatis quod in liberos habemus, proprium est civium romanorum: nulli enim alii sunt homines, qui talem in liberos habeant potestatem qualem nos habemus.* » [Just. inst., I, 9, de pat. potest., § 2.] Quant à la mère, elle n'avait aucune puissance sur ses enfants. (D. 50, 16, 196.) (V. Girard, *Droit romain*, p. 137 et suiv.) Tandis qu'en Droit annamite, il appartient à l'aïeul, l'aïeule, au père et à la mère.

Cette différence s'explique parce qu'à Rome la puissance paternelle avait principalement un but politique (V. Purnot, *La puissance paternelle en Droit romain et en Droit français*, thèse, Paris, 1857, p. 1 et 29) tandis qu'en Annam elle a un but purement moral.

(1) Article 288, *Code Gialong*, commentaire officiel, Philastre, t. I, p. 351.

trine de la Piété filiale sur le législateur annamite (1).

### *Droit de garde*

Du vivant de leurs parents, les enfants ne doivent pas se faire inscrire séparément sur les rôles et de prendre des domiciles distincts. S'ils se séparent d'eux sans leur autorisation, ils « commettront un manquement à la piété filiale » seront punis de 100 coups de truong (bâton) et seront, en outre, astreints à réintégrer le domicile paternel (2).

Donc, tant que les ascendants existent, les descendants ne jouissent pas de la libre disposition de leur propre personne; ils restent liés au foyer et soumis, par conséquent, au droit de garde du « *paterfamilias* » (3).

(1) La différence de traitement en faveur du père existe également dans le *Code pénal français*: articles 302 et 323.

(2) Article 82, *Code Gialong* et commentaire officiel Philastre, t. I p. 389.

(3) Sur ce point la puissance paternelle annamite diffère donc de la plus ancienne puissance familiale qui, fondée sur la force physique, disparaissait avec elle, quand le chef de famille vieillissait (V. Ihering, *Indo-Européens avant l'histoire*, p. 49 et suiv., 378 et suiv.), et de la puissance paternelle moderne en Droit occidental qui, fondée sur l'intérêt de l'enfant, finit avec cet intérêt, à la majorité de l'enfant; (V. Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, t. 9, p. 107.) mais elle ressemble fort à la puissance paternelle romaine. (V. Girard, *Droit romain*, p. 141.)

*Droit d'exheredation*

Pour punir les enfants de leur inconduite et de leur désobéissance, la loi annamite accorde au « *paterfamilias* » le droit de les exhérer. Les enfants reniés seront définitivement et complètement privés de leur part d'héritage (1). Ils ne pourront soulever aucune revendication. Le juge, à qui, ils adressent une réclamation, ne devra pas la recevoir, « afin de couper court à tout projet de revendication et de donner une leçon sévère — dit le Code des Lê — aux enfants coupables d'avoir manqué à la piété filiale et à l'esprit de concorde (2). » Si le législateur annamite se montre très sévère vis-à-vis des mauvais enfants, il ne manquera, par contre, d'encourager le père de famille à récompenser ceux qui sont pieux et bon. Ainsi, le Code des Lê, après avoir proclamé le principe que les parents doivent partager également leurs biens entre leurs enfants, leur reconnaît cependant le droit d'avantager exceptionnellement, l'un d'eux pour « récompenser ses bons sentiments de piété filiale et d'amour fraternel (3). »

Mais, d'après le Code Gialong (article 82) le

(1) Code des Lê, *Des successions*, art. 2, Deloustal, t. I, p. 285.

(2) Code des Lê, *Lois classées sous la cinquième année Quang-Thuan* (1464), Deloustal, t. I, p. 285.

(3) Code des Lê, *Lois de la deuxième année, Quang-Thuan* (1461), art. 2, Deloustal, t. I, p. 284.

« *paterfamilias* » est seul propriétaire des biens de famille et peut, par conséquent, en disposer, en toute liberté par donation ou par testament. Tant qu'il vit, « les enfants ne peuvent posséder aucun bien, qui leur soit personnel » et ne doivent pas demander le partage des biens de famille. Si, nonobstant, ils le font, « ils commettront un manquement à la piété filiale » et seront punis de 100 coups de truong. En outre, ils seront obligés de remettre les biens en commun (1). Le Code Gialong ne parle du partage égal des biens de famille entre les enfants que lorsque les parents, après leur décès, n'ont pas eux-mêmes laissé d'ordres testamentaires à ce sujet (2).

Il faut observer qu'en pratique, d'après une coutume universellement admise en Annam, les parents peuvent partager leurs biens entre leurs enfants absolument comme ils l'entendent (3), qu'en général, ils y procèdent d'une façon équitable, et que les enfants n'osent presque jamais — n'en ayant d'ailleurs pas le droit — attaquer l'acte de partage accompli, même avec une inéquité flagrante, parce que, ce faisant, ils étalent publique-

(1) Art. 82, Code Gialong, *Commentaire officiel*, Philastre, t. I, p. 389.

(2) Art. 83, Code Gialong, *Décret IV*, Philastre, t. I, p. 392.

(3) *Philastre*, t. I, p. 393.

ment la faute de leurs parents, ce qui est considéré comme un manquement à la piété filiale (1).

*Droits du père de famille en tant que chef religieux*

Ces droits dérivent du devoir qu'il a d'assurer la perpétuité du culte des ancêtres, que la doctrine de la piété filiale commande avec sollicitude. Aussi le législateur annamite décide-t-il que tout ce qui touche à cette perpétuité dépend du chef de famille.

*Droit de répudier la femme*

Le mari peut répudier la femme dans sept cas déterminés, parmi lesquels la loi comprend :

1° La stérilité, parce que « ne pas avoir d'enfants est un manque de piété filiale, dit le Code des Lê, envers le parents » (2). La stérilité est donc considérée en Annam, comme le plus grand malheur qui puisse s'abattre au foyer conjugal (3).

2° Les infirmités qui rendent la femme impropre

(1) Code des Lê, *Des successions*, art. 2, Deloustal. (Voir note p. 284.)

(2) Code des Lê, *De la répudiation et du divorce*, art. 59, Deloustal, t. I, p. 250.

(3) « L'autre grand devoir qui s'impose à chacun est de ne point laisser périr sa famille. Le célibat reste une honte et, pour une femme, le plus grand malheur est de ne pas avoir de fils. La crainte de manquer de postérité mâle est l'un des plus gros obstacles que rencontre la campagne dirigée contre l'institution des épouses secondaires. Le sentiment que le pire désastre est de voir disparaître une race et son culte, constitue l'élément le plus réaliste qui subsiste dans le culte des ancêtres. » (Granet, *La religion des Chinois*, p. 196.)

à la génération (1) parce qu'il ne faut pas que la famille, et par conséquent le culte des ancêtres s'éteignent.

3° L'adultère, parce que la famille et la descendance doivent être pures de toute altération (2).

### *Droit de marier ses enfants*

En Annam, l'objet principal du mariage est de perpétuer le culte des ancêtres.

« Épouser une femme, prendre un mari est l'acte le plus important de la vie. Moi, un tel, par ordre de mon père, j'ai ramené dans ma maison la femme une telle pour être mon épouse et continuer le culte à mes ancêtres de bénir notre union et, à genoux, je demande qu'ils fassent descendre sur nous leur protection, afin que nous puissions remplir dignement nos devoirs d'époux et d'épouse (3). »

Telle est la prière très caractéristique que le jeune

(1) Art. 198, Code Gialong, *Philastre*, t. I, p. 536. (Voir interprétation différente in Code des Lê, Deloustal, t. I, p. 250.)

(2) Les quatre autres cas de répudiation sont : l'irrespect envers le père et la mère du mari (qui est un manquement à la piété filiale), le bavardage et la médisance, le vol, la jalousie (Code Gialong, art. 108.)

Les femmes doivent, dit le Code des Lê, faire de la soumission et de l'obéissance, leur premier devoir, vénérer et servir leurs beaux-parents, et vivre dans la plus parfaite concorde avec leurs frères aînés et cadets.

...Elles ne doivent pas contrarier la volonté de leur mari, ni se laisser aller à la jalousie. (Code de Lê, Edit. Le-Huyen-Ton, art. 4 et 10, Deloustal t. I. p. 125 et 153.)

(3) Tavernier, *La famille annamite*, p. 17.

marié, à genoux devant les autels des ancêtres, leur adresse, le jour de mariage.

Le mariage est donc un acte religieux. Il nécessite le choix judicieux de la future épouse, choix subordonné à des règles très sévères, consacrées par la coutume et la loi. Il exige la célébration de nombreuses cérémonies qui le précèdent et le consacrent (1).

Ainsi, le législateur le considère comme une des institutions juridiques les plus importantes. C'est pourquoi il édicte des règles précises et minutieuses sur le mariage. Il exige expressément qu'il soit célébré selon les rites et les règles qu'il a présentés (2).

(1) Silvestre Tavernier, op. cit. p. 3 et suiv., voir aussi, V. *Considérations sur l'étude du Droit annamite*, Saïgon, 1925, p. 170 et suiv.

(2) Code des Lê, Deloustal, t. I, p. 217. (V. les articles 94 à 109 du Code Gialong.)

D'après le Lê-Ky, le jeune homme recevait le bonnet viril à 20 ans et devait être marié à 30 ans, la jeune fille recevait l'épingle de tête à 15 ans et devait être mariée à 20 ans. Le Code Gialong, muet sur la majorité matrimoniale, décide, cependant, que tout descendant âgé de 16 ans est capable de soigner ses parents vieux ou infirmes (art. 17), et qu'il pourra être, à l'âge de 18 ans, attaché à une charge publique, avoir un rang à la cour et être investi de la dignité héréditaire de ses parents (art. 46). Aujourd'hui, d'après le Décret du 3 octobre 1883, en vigueur en Cochinchine, l'homme et la femme doivent être âgés respectivement de 16 et 14 ans pour pouvoir contracter mariage. En pratique, généralement, en Annam, l'homme se marie entre 20 et 25 ans, et la femme, entre 18 et 20 ans.

En Droit français, la majorité matrimoniale est fixée à 18 ans révolus pour l'homme et 15 ans révolus pour la femme (art. 144, Code civil français).

*Droit d'exclure les enfants  
de la famille et du culte*

Le « *paterfamilias* » a le droit de chasser de la famille et du culte les enfants désignés, par le législateur annamite, sous le nom très significatif de « *causes d'anéantissement d'une famille* ». C'est-à-dire « ceux qui violent les lois en s'adonnant à la boisson, aux plaisirs de l'amour, aux jeux d'argent... en se livrant au dehors à un libertinage effréné, en injuriant leur aïeul, leur aïeule, leur père, leur mère, ou leurs parents, (1) » et surtout « ceux qui sont coupables d'avoir manifesté leur désobéissance envers la parenté et leur manque de piété filiale envers leurs ascendants en abandonnant la célébration de sacrifices (2). »

La gravité de ces actions justifie pleinement le droit d'exclusion du chef de famille.

*Droit d'adopter*

Ce droit est la dernière ressource que la loi annamite offre à la famille pour échapper au malheur si redouté de l'extinction.

« Les personnes sans enfants, dit le Code des Lê, qui désireront se créer une postérité, pourront éle-

(1) *Code des Lê*, art. 2, Deloustal, t. I, p. 285.

(2) *Code des Lê*, Deloustal, t. I, p. 286.

ver un enfant appartenant à une famille de leur souche (1). »

L'utilité principale de l'adoption religieuse (2) est donc de permettre au père de famille qui n'a pas de postérité légitime de s'en ménager une factice, de se procurer ainsi des descendants qui veilleront à la perpétuité du culte domestique, à la continuation de offrandes funèbres, au repos des mânes, des ancêtres.

L'adopté doit être choisi suivant un ordre déterminé par la loi et basé sur le liens de parenté. Son choix doit s'exercer parmi les fils du parent le plus proche. Aucune autre personne ne peut être choisie pour être le gardien du culte. Ainsi, l'article 76 du Code Gialong, prescrit que l'adopté doit être le neveu issu de la même génération que l'enfant qu'il va remplacer, c'est-à-dire un des fils des frères de l'adoptant; ensuite, celui issu de parents pour

(1) *Code des Lê*, loi sur l'adoption, art. 1, Deloustal, t. I, p. 295. (Voir aussi *Code Gialong*, art. 76, D. I. Philastre, p. 369. Lois de Manou, IX, 10, « Celui à qui la nature n'a pas donné de fils, peut en adopter un, pour que la cérémo-funèbres ne cessent pas. » Cité par Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, p. 55.

(2) En Droit annamite il y a deux sortes d'adoption :

1° Le Lap-tu (créer une postérité) ou adoption religieuse. (Voir définition ci-dessus.)

2° Le Thu-duong (garder et nourrir) ou adoption civile, qui a pour but de « garder et nourrir » quelqu'enfant élevé par affection, garçon ou fille d'un parent quelconque ou même d'une personne étrangère à la famille.

lesquels on porte le deuil de neuf mois, puis de cinq mois, puis de trois mois, c'est-à-dire les fils des cousins germains et les fils des cousins éloignés etc. (1).

S'il n'y en a plus du tout, la loi permet à l'adoptant de choisir un collatéral d'une branche plus éloignée pourvu qu'il soit de même souche et de la même génération à laquelle appartiendraient les fils de l'adoptant s'il en avait. Donc les petits-neveux et les petits-fils des cousins germains et autres cousins ne peuvent pas servir de postérité à la personne privée de fils, parce que, s'ils étaient choisis, ils se trouveraient portés à une génération plus élevée que la leur. De même un frère, un cousin ne peuvent pas servir de postérité parce qu'ils devraient pour cela descendre à une génération au-dessous de la leur (2). Donc le *principe de la souche et celui de la même génération* sont primordiaux dans l'adoption de postérité.

Le Code Gialong défend expressément au père de famille de donner son fils à une autre souche pour en faire la postérité (article 76, Code Gialong). La raison de cette prescription est que le législateur veut éviter tout trouble de l'ordre de translation succes-

(1) V. *Règle de deuil*, Philastre, t. I, p. 76.

(2) Art. 76, *Code Gialong*, Décret II.

sive des tablettes des défunts d'un autel sur un autre autel du temple domestique, et surtout, exclure tout étranger de la famille (1).

Mais le principe de « *l'ordre de prééminence* » n'y est pas essentiel. En effet, la loi prévoit deux cas où l'adoptant est autorisé à choisir l'adopté soit à raison de sa sagesse et de ses capacités, soit simplement par suite d'un sentiment d'affection. Ces deux cas sont :

1° Lorsque l'adopté de ligne collatérale ne peut plus demeurer avec ses parents adoptifs (article 76, Code Gialong, Décret III).

2° Lorsqu'il a auparavant un sujet d'inimitié ou de haine pour eux (article 76, Code Gialong, Décret IV) (2).

(1) En Droit romain, au contraire, l'adoption a pour effet d'introduire un étranger au foyer domestique et de lui conférer le droit de rendre le culte à l'adoptant. (V. Girard, *Droit romain*, p. 173 ; Fustel de Coulanges, *La cité antique*, p. 100.

(2) Peut-on adopter un fils unique ou l'aîné de droite lignée de la famille collatérale. En ce qui concerne le fils unique, la réponse affirmative s'impose. Et cela se déduit de l'article 76 du Code Gialong qui décide que lorsque les parents adoptifs ont enfanté un fils postérieurement à l'adoption, l'adopté de postérité sera autorisé à retourner chez ses parents naturels *s'il est fils unique*. De plus, le Décret IV de ce même article autorise le fils unique à représenter sous certaines conditions, les deux branches de la souche dans l'accomplissement des cérémonies rituelles.

Quant au fils aîné, M. Briffaut répond négativement. « Il est évident, dit-il, que l'adopté ne sera pas l'aîné de droite lignée de la famille collatérale, dont on peut supposer le

Toute adoption contraire aux règles prescrites par l'article 76 du Code Gialong est frappée de nullité. L'adoptant en faute sera condamné à 80 coups de truong, et l'adopté devra retourner dans sa famille d'origine. L'adopté de postérité régulièrement choisi est élevé au même rang que l'enfant légitime. La loi lui impose tous les devoirs de ce dernier (1). Le Huong-Hoa et les dignités héréditaires de l'adoptant lui reviennent de droit.

culté séparé partiellement du culte ancestral. » (Briffaut, *Etude sur les biens culturels*, p. 95.)

Telle n'est pas notre opinion. On peut, certes, supposer le culte de la famille collatérale séparé partiellement du culte ancestral; mais on sait que tous les parents de la même souche ont le devoir de s'occuper avant tout du culte de l'aïeul commun et de sacrifier même, s'il le faut, tout culte secondaire de la famille collatérale, pour assurer la perpétuité du culte principal de l'aïeul commun. « La coutume actuelle, dit le Code Gialong (*Philastre*, t. I, p. 376. Recueil complet) est exposée par cette locution: « si le rameau principal n'a plus de fils, un rameau secondaire ne peut avoir de fils », c'est précisément ce qu'exprime l'ouvrage appelé *Han-tieu-tai* en disant: « la grande souche ne doit pas s'éteindre; si, dans la famille il n'y a pas d'autre fils, celui qui existe seul doit laisser éteindre la postérité de son propre père pour continuer la postérité de la souche principale. » Et c'est pour cette raison que la loi permet l'adoption même d'un fils unique. Nous ne voyons pas pourquoi on ne pourrait pas adopter l'aîné de droite lignée de la famille collatérale.

- (1) L'adopté ne doit pas abandonner ses parents adoptifs, si ces derniers n'ont pas de fils postérieurement à son adoption, sous peine de 100 coups de truong, et d'être réintégré dans sa famille adoptive (art. 76, Code Gialong). Il doit porter pour ses parents adoptifs, le deuil de trois ans, et réduit celui de ses propres parents au deuil d'un an. (Lois de la cinquième année Quang-thuan, Code des Lê, Deloutal, t. I, p. 296.)

## SECTION II. — DEVOIRS DU PÈRE DE FAMILLE

Il ne faut pas croire que c'est uniquement dans le but de favoriser le père de famille que la loi annamite lui a reconnu tous ces droits. En réalité, le législateur annamite place la morale au-dessus de tout intérêt individuel; il s'efforce de l'enseigner et de l'appliquer le plus strictement possible (1).

C'est pourquoi s'il concentre sur la tête du chef de famille tous ces pouvoirs absolus nécessaires pour mieux assurer le respect et l'observation scrupuleuse du devoir de la piété filiale au sein du foyer, il lui impose, par contre, de graves devoirs (2).

(1) « On est tenté de croire que cette puissance est organisée dans l'intérêt du père ou de l'aïeul, mais ce serait une grave erreur de l'admettre: la loi sino-annamite, en réalité, ignore les individus; elle ne veut favoriser ni le père ni les enfants; elle ne s'occupe que de la morale, qui enseigne la piété filiale et le respect. Ces pouvoirs étendus, la loi les a donc accordés au chef de famille au nom de la morale. » Tran-van-Chuong, *Essai sur l'esprit du droit sino-annamite*, p. 181.

M. Briffaut n'admet pas, malgré les textes formels du Code annamite, l'autorité absolue du chef de famille. Briffaut, *Etude sur les biens culturels*, p. 6 et 7 et *Droit civil sino*, p. 55.

En sens contraire, voir Schreiner, *III*, p. 296; Miraben, p. 29. Luro, *Cours d'administration*; Silvestre, *Considérations sur l'étude du Droit annamite* p. 162, et *Journal judiciaire de l'Indochine*, (1908), p. 395.

(2) Sur ce point, le Droit annamite diffère de beaucoup de l'ancien Droit romain. En effet, le législateur romain reconnaissait au *paterfamilias* toutes sortes de droits et de pouvoirs étendus sur les personnes placées sous sa puissance; mais envers elles, il ne lui imposait expressément aucun devoir. (Fustel de Coulanges, *La cité antique*, p. 104 et 105.)

*Devoirs divers*

Ainsi le père de famille a non seulement le droit, mais aussi le devoir d'exclure de la famille et du culte, les enfants appelés « *causes d'anéantissement d'une famille* » (1); de répudier la femme en cas de stérilité (2), d'infirmité la rendant impropre à la génération, d'adultère et d'irrespect envers les beaux-parents (3); d'adopter un enfant quand il n'en a pas (4).

En Droit français, la puissance paternelle n'est accordée aux père et mère sur la personne et les biens de leurs enfants mineurs que comme conséquence de lourds devoirs — surtout celui d'éducation — qu'ils ont à remplir. C'est donc principalement dans l'intérêt des enfants qu'elle a été établie. (V. Planiol, *Droit civil*, t. I, p. 504 et de Valles, *De la puissance paternelle en Droit romain dans l'ancien français*, p. 20.)

Tandis qu'en Droit annamite leurs droits et leurs devoirs ont leur principe direct dans la morale, dans la doctrine de la piété filiale. Le législateur annamite ne s'occupe, avons-nous dit, ni de l'intérêt du père, ni de l'intérêt de l'enfant; il s'est donné uniquement pour tâche d'appliquer la morale et d'en imposer l'observation scrupuleuse.

(1) *Code des Lê*, Deloustal, t. I, p. 284.

(2) « Dans l'Inde la religion prescrivait que la femme stérile fût remplacée au bout de huit ans. » Lois de Manou, IX, 81; Fustel de Coulanges, *la cité antique*, p. 53.

(3) « Si elle (la femme) a commis une action de nature à éteindre le devoir qui la lie et qu'il y ait lieu de la répudier, celui qui ne la répudiera pas sera encore puni de 80 coups de truông. » (Art. 108, *Code Gialong*.)

(4) La sanction de cette dernière obligation est la confiscation des biens de la famille au profit de l'Etat. (V. *Philastre*, t. I, p. 375.)

Le choix d'une postérité adoptive s'impose encore au chef de

*Devoir d'éducation de l'enfant*

Les parents ont encore un devoir important à remplir. C'est le soin de diriger l'éducation de leurs enfants, de régler leur conduite, de former leur caractère.

Ils doivent se perfectionner eux-mêmes, et pratiquer eux-mêmes, les règles des convenances pour leur servir d'exemple. Ils doivent leur donner l'instruction et surtout, leur enseigner, nuit et jour, les principes de la justice et de la morale. Ils ne doivent jamais commettre d'actes contraires aux saines coutumes et aux bonnes mœurs.

Voici, minutieusement exposées par l'édit de la première année Canh-Tri de Lê-Huyen-Ton (1662-1671) (1), les règles précises et détaillées sur les devoirs du chef de famille. « Un chef de famille doit pratiquer lui-même les règles des convenances, afin de pouvoir régler sa famille et de servir

famille sans enfant, comme un devoir moral, car « ne pas instituer quelqu'un pour continuer la descendance de la souche, c'est, en effet, laisser éteindre cette souche, c'est interrompre le culte de la mémoire des ancêtres et causer à ceux-ci ce qui est regardé comme un malheur et comme un affront. » (V. *Philastre*, t. I, p. 375.)

« Qui ne procréé point doit adopter... Il ne suffit pas d'avoir des enfants mâles, il faut qu'ils soient propres au culte. Le père de Confucius avait un fils boiteux ; il se remaria à plus de soixante-dix ans, nous dit-on, et Confucius naquit de mariage contracté en dépit des usages, tant était grande l'obligation de laisser après soi, quelqu'un qui pût être chef de culte. » (Granet, *La religion des Chinois*, p. 88.)

(1) *Code des Lê*, Deloustal, t. I, 151.

d'exemple à tous ses membres. Il ne doit pas, en donnant, le premier, l'exemple de mauvais principes, détruire lui-même les règles des convenances. Il doit, matin et soir, instruire et conseiller les membres plus jeunes de la famille, afin qu'ils s'adonnent avec zèle aux travaux de la maison, ne laissent pas leurs quatre membres inactifs, et ne commettent aucun acte répréhensible, de crainte d'encourir des châtimens.

« Ceux qui seront incapables d'instruire (les membres de leur famille) seront punis. (Art. 8, *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 153.)

« Les parents doivent, dit encore le législateur annamite, se perfectionner eux-mêmes afin de pouvoir régler leur famille. Ils doivent enseigner à leurs fils les principes de la justice et de la morale et apprendre à leurs filles les travaux manuels et les devoirs de leur état. Ils ne doivent pas s'abandonner à la débauche ni à la boisson, ni s'adonner au jeu, ni se lancer dans les amusements et les plaisirs, ce qui est contraire aux saines coutumes et à la morale. Lorsque des parents seront incapables d'instruire leurs enfants, ou que des enfants ne seront pas capables de les écouter et de leur obéir, il sera permis aux chefs de quartiers, de villages et de hameaux de les signaler à l'autorité. Si les faits sont légers, ils recevront une peine de rotin, à titre de

leçon, pour être tenus en garde par la crainte de la douleur; si les faits sont graves, ils seront dénoncés par un rapport et punis selon les lois (1). »

Lorsqu'un enfant se conduit mal, en s'adonnant à la débauche et aux vices, les parents doivent « nuit et jour, l'instruire dans la voie du devoir et l'exhorter à se corriger. » (Art. 2. *Code des Lê*, Deloustal, t. I, p. 285.)

Le législateur annamite leur a accordé, il est vrai, un droit de correction étendu, mais il a toujours soin de leur commander d'en user d'une façon *raisonnable et modérée*. (Art. 288, Code Gialong.)

La loi défend encore expressément au chef de famille de mettre en gage ni de louer son épouse ou sa fille (art. 95 et 333, Code Gialong), de chasser son gendre pour marier sa fille à un autre (art. 97 Code Gialong), de manquer à l'ordre de préséance entre l'épouse et les concubines (art. 96, Code Gialong); de répudier la femme si elle a porté avec lui le deuil du père ou de la mère, lorsqu'elle n'a plus personne auprès de qui elle puisse retourner et lors-

(1) Art. 6, *Code des Lê*, Deloustal, t. I, p. 153.

En Droit français, les parents ont aussi le devoir de donner à leurs enfants une bonne éducation. Mais ce devoir moral n'a pas, en général, de sanction juridique précise. (V. Planiol et Ripert, *Droit civil*, t. I, p. 538.) Tandis qu'en Droit annamite, le législateur, comme nous l'avons vu, le sanctionne expressément et sévèrement.

que les époux, après avoir vécu ensemble dans la pauvreté, sont devenus riches (1).

Ainsi donc, si c'est au nom de la morale que la loi annamite reconnaît au père de famille la plus grande puissance, c'est aussi au nom de la morale qu'elle exige de lui le respect de certains devoirs et l'observation des saines coutumes et de la pratique de la vertu.

(1) *Code des Lê, Des trois cas d'empêchement du divorce*, art. 60, Deloustal, t. 1, p. 250. *Code Gialong*, art. 108.

Voici les devoirs réciproques entre mari et femme prescrits par l'article 4 du Code des Lê : « Les époux doivent s'aimer et se respecter mutuellement, et s'appliquer à remplir leurs devoirs mutuels... Les époux ne doivent pas se séparer par lassitude de leur pauvreté : cela blesse la morale et les saines coutumes. » (*Deloustal*, t. I, p. 142.)

D'autre part, l'article 307 du même Code impose aux maris le devoir de ne pas délaisser leur femme. S'ils restent cinq mois sans aller personnellement les voir, ils seront déchus de leurs droits. (Art. 307, *Code des Lê*, Deloustral, t. I, p. 202.)

En Droit annamite, la femme occupe une place presque égale au mari, elle exerce la même autorité sur tous les enfants. (V. Tavernier, *La famille annamite*, p. 29 et 30.)

En Droit romain, par la *conventio in manum*, la femme occupe dans la famille du mari une situation déterminée par le rang de fille du mari (*loco filiae mariti*) qui lui est assigné. Si le mari est *sui juris* il exerce sur elle une puissance analogue à la *patria potestas* en vertu de laquelle, il aura sensiblement les mêmes droits que le père sur l'enfant. La femme, réputée la fille du mari (*loco filiae*) est donc réputée la sœur de ses enfants (*loco sororis*). (V. Girard, *Droit romain*, p. 168 et 171.)

## CHAPITRE III

### DEVOIRS DES ENFANTS

#### SECTION I. — INEXISTANCE DES DROITS DES ENFANTS.

— LEURS DEVOIRS. — PIÉTÉ, ASSISTANCE, RESPECT, OBÉISSANCE, DEUIL, CÉRÉMONIES DES FUNÉRAILLES, INHUMATION, CULTE.

#### *Inexistence des droits des enfants*

Un des traits les plus caractéristiques du droit annamite c'est que, autant il est minutieux dans l'exposé des devoirs des enfants, autant il garde un silence complet sur leurs droits.

Ce silence s'explique par ce que le législateur annamite, gardien fidèle de la doctrine du respect et de la piété filiale, a voulu éviter toute résistance éventuelle, germe de l'anarchie, de la part de l'inférieur vis-à-vis du supérieur. En effet, reconnaître aux enfants des droits en face du chef de famille, c'est leur permettre de porter plainte contre lui, et leur permettre de le citer en justice, c'est, dans l'esprit du législateur annamite, non pas un acte de légitime défense, mais un crime mons-

trueux « un acte destructif de la nature des liens sociaux », dit le commentaire officiel de l'article 306 du Code Gialong.

Ainsi les enfants doivent tout tolérer, tout supporter sans se plaindre. Leur seule attitude doit être le respect et l'obéissance absolue.

Sans doute, le chef de famille a des devoirs vis-à-vis des siens, sans doute aussi la loi permet de le poursuivre en justice quand il a manqué à ses devoirs, mais ce n'est pas à ses enfants qu'elle accorde ce droit, c'est « aux chefs de quartiers, de villages et de hameaux (1) au Truong-Toc (chef de la parenté) (2) et à défaut, au ministère public exclusivement (3).

(1) Art. 6, *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 153.

(2) C'est le membre le plus âgé de la génération la plus rapprochée de l'ancêtre commun aux diverses branches de la famille.

(3) Art. 306, *Code Gialong*, Décret du 3 octobre 1883. « Attendu, dit très justement le Tribunal civil de Haïphong, qu'aux termes dudit article 306 il est absolument interdit aux enfants de porter une *accusation* contre leurs parents, *le fait allégué fut-il réel*; que le décret du 3 octobre 1883... maintient cette interdiction en son titre V *in fine* et réserve au Truong-Toc et à défaut, au ministère public exclusivement, l'action des enfants contre le père ou la mère;

Attendu, dès lors, que l'enfant ne saurait être, en aucun cas recevable à ester en justice contre sa mère; qu'en l'espèce ces prescriptions se justifient par la nécessité de prévenir des atteintes graves au respect de la famille, pierre angulaire de l'édifice social en pays d'Annam.

Qu'en effet, le demandeur allègue et fait plaider l'indignité de sa mère et les relations incestueuses de celle-ci avec son

Ainsi donc, la doctrine de la piété filiale a amené le législateur annamite à prescrire aux enfants de nombreux devoirs et à ne leur donner aucuns droits vis-à-vis du père de famille (1).

*Piété et assistance*

Le premier devoir des enfants est d'être pieux et reconnaissant envers leurs parents.

Ils doivent les servir matin et soir « s'imposer des fatigues pour les nourrir et consacrer toutes leurs forces à l'accomplissement de ce soin » (2) et « veiller à ce qu'ils ne manquent de rien » (3). « Lorsqu'ils ont des aliments ou des boissons, ils doivent, commande minutieusement le législateur annamite, les leur céder, lorsqu'ils les voient chargés d'un fardeau ou transportant quelque chose, ils

oncle paternel et Truong-Toc, que le scandale de ces hontes familiales ne peut qu'être aggravé par l'enquête à laquelle il serait indispensable de procéder en vue de permettre au demandeur de faire la preuve de ses allégations et de justifier ses prétentions ;

Qu'ainsi, les commandements de la morale et de la coutume annamite confirment et corroborent en l'espèce les inhibitions de la loi. » (*In Journal judiciaire de l'Indo-Chine*, année 106, p. 426.)

(1) V. Tran van Chuong, op. cit. p. 182 et 183.

(2) Art. 307, *Code Gialong*, Commentaire officiel.

(3) Art. 2, Edit. Lê Huyên-Ton (1662-1771) portant instructions pour la réforme des mœurs. (*In Code des Lê*, Deloustal, t. I, p. 152.

Art. 3, Edit. de la deuxième année, Hong-Duc (1471), in *Code des Lê*, Deloustal, t. I, p. 163.

doivent se substituer à eux pour leur épargner des fatigues (1). »

Les enfants qui ne pourvoiront pas complètement aux besoins de leurs parents seront punis de 80 coups de truong (article 307, Code Gialong). S'ils les abandonnent ils seront contraints à revenir auprès d'eux pour les nourrir et les soigner (article 161, Code Gialong) (2).

L'obligation de nourrir ses vieux parents est aux yeux du législateur annamite tellement importante qu'il se fait un devoir de la faciliter en permettant aux enfants et petits-enfants de suivre les condamnés dans leur exil (3) et de renoncer même à son

(1) Art. 9, Edit. Le Huyen Ton, *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 153.

(2) Les devoirs de piété filiale donnent naissance à une coutume curieuse, originale, impérative en Droit annamite, qui veut que le fils paye les dettes contractées par le père : Phu trai, tu huon (le père emprunte, le fils rembourse, comme disent les annamites).

Cette coutume est, encore à l'heure actuelle, universellement admise en Annam où le fils se fait un point d'honneur de l'observer strictement.

(3) Art. 14, Code Gialong : « Le père, l'aïeul, les enfants et les petits-enfants du condamné à l'exil ne sont pas des personnes tenues de suivre le coupable ; s'ils désirent le suivre, cela leur est accordé pour différer à leur sentiment de piété. » Commentaire officiel de l'article 14 du *Code Gialong*, Philastre, t. I, p. 151.

On sait que Phan-Thanh-Giang, ce ministre, ce vice-roi, ce premier lettré du pays d'Annam, qui, fidèle à son roi, préféra un breuvage empoisonné aux offres généreuses du vainqueur, à l'âge de douze ans, ne voulut point quitter son père qui fut condamné à la peine du « travail » ; il le suivit partout, partageant ses souffrances, et l'aidant dans ses tra-

droit de punir quand le coupable est le seul soutien de ses parents vieux et infirmes (1).

D'autre part, il se montre prodigue en récompenses à ceux qui se sont fait remarquer dans l'accomplissement de leurs devoirs de piété filiale, ainsi que le montre l'article 296 du Code des L<sup>ê</sup>: « Lorsque les hommes remarquables par leur piété filiale... n'auront pas été signalés au Souverain, il leur sera accordé des marques d'honneur et des récompenses au-dessus de celles prévues ordinairement (2).

### *Respect* (3)

Pour parler à leurs parents, les enfants doivent se tenir debout, la tête baissée, les bras croisés, et garder toujours une attitude respectueuse. S'ils ont quelque chose à leur offrir ou à recevoir ils doivent le faire à deux mains. Ils ne doivent pas prononcer leur nom, ni les tutoyer, ni les dépasser en marchant, ni « se targuer de leur situation de fortune et de leur rang pour s'asseoir sur la même natte

vaux pénibles. (V. biographie illustre de Phan-Thanh-Giang, tracée d'une façon émouvante par Luro, *Le pays d'Annam*, p. 102, 10 et 104.)

(1) Art. 17, *Code Gialong*. (Voir aussi commentaire Philastre, t. I, p. 169; Briffault, *La loi civile*, p. 13.)

(2) Art. 296, *Code des L<sup>ê</sup>*, Deloustal, t. I, p. 197.

Le même article accorde aussi des marques d'honneur et des récompenses aux hommes « remarquables par leur amour fraternel » et aux femmes « illustres par leur chasteté ».

(3) « Dans la piété filiale, il n'y a rien de plus grand que le

et manger à la même table qu'eux, ce qui constitue une atteinte aux principes des relations sociales » (1). Quel que soit leur âge, ils ne peuvent, sans le consentement de leurs parents, se marier (2) ni s'établir (3).

Lorsque les parents sont passibles de la peine de mort et incarcérés, la loi défend aux enfants de se marier, car « c'est un temps pendant lequel ils doivent, dit le commentaire officiel de l'article 99 du Code Gialong, désirer ne pas vivre. » S'ils n'observent pas cette prohibition, c'est qu'ils « s'adonnent uniquement à leurs propres satisfactions et qu'ils

respect pour le père; dans les respects qu'on professe pour son père, il n'y a rien de plus grand que de le considérer comme l'image du Ciel. » (Confucius; *Hiao-King*, chap. IX.)

(1) Art. 9, Edit. Le-Huyen-Ton (1662-1671) portant instructions pour la réforme des mœurs, in *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 153.

(2) Art. 94, *Code Gialong*. En droit français, cette obligation cesse à 21 ans, toutefois, de 21 à 25 ans, les enfants sont tenus de justifier du consentement de leur père ou de leur mère ou du survivant d'eux, ou, à défaut, de leur notifier l'union projetée par une sommation rédigée en termes respectueux. (V. Code civil français, art. 148 et suivant.)

(3) Art. 82, *Code Gialong*. En Droit annamite, le principe que le père de famille a, seul, l'administration et la libre disposition des biens patrimoniaux est maintenu, du moins en théorie dans toute son intégrité.

En Droit romain, ce principe recevait des adoucissements successifs par la création de la théorie des pécules (*peculium castrense*, *peculium quasi castrense*, *bona adventicia*), théorie en vertu de laquelle on admit que certaines acquisitions faites par les fils de famille seraient soustraites au pouvoir du père et soumises au leur. (V. Girard. *Droit romain*, p. 143 et 144.)

oublent le chagrin de leurs parents. » C'est pour-quoi la loi les punit de 80 coups de truong (1).

Ils doivent surtout respecter les tombes de leurs parents. S'ils les violent et vont jusqu'à ouvrir leur cercueil, ils seront punis de la décapitation, car « l'atrocité du fait est extrême, dit le commentaire officiel, et on ne peut plus ne prononcer que la strangulation, comme lorsqu'il s'agit de personnes quelconques (2). »

### *Obéissance*

Les enfants doivent obéir à leurs parents. La loi leur défend de « transgresser leurs instructions » ou de « contrevenir à leurs ordres », sous peine de 100 coups de truong (3), et d'être exhérédés (4). Leur

(1) Art. 99, *Code Giaong*, commentaire officiel.

Les articles 286 et 287 du même Code punissent aussi sévèrement les enfants qui manquent de respect envers les autres parents de rang prééminent.

(2) Art. 245, *Code Gialong*, commentaire officiel. Le respect des cadavres et des tombes est tellement grand, en Annam, que l'exhumation et l'autopsie ordonnées par les juges français répugnent et froissent infiniment les familles annamites qui, avec effroi, les considèrent comme le plus grand malheur qui puisse frapper tous leurs membres morts et vivants.

C'est ainsi, en vertu de ce sentiment de respect du cadavre que les peines de décapitation suivie de l'exposition de la tête du supplicié et de la mort lente sont considérées comme les plus infâmantes et les plus terribles en Droit pénal annamite, et que la peine de strangulation, qui laisse intact le corps du supplicié est considérée comme moins infâmante que celle de décapitation. (V. *Philastre*, t. I, p. 61 et 62.

(3) Art. 307, *Code Gialong*.

(4) Lois Hong-Duc (1489), *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 286.

fuite et leur refus de réintégrer le domicile paternel sont sévèrement punis.

Ils ne doivent pas révéler les fautes de leurs parents, ni les attaquer en justice. S'ils les accusent ils seront toujours sévèrement punis (100 coups de truong et trois ans de travaux pénibles) alors même que leur accusation se trouverait justifiée par les faits (1), parce que, ce faisant, ils commettent un acte « contraire à la raison naturelle, aux vertus cardinales, et offensant pour la morale et les bonnes mœurs » (2).

Par contre, le législateur pousse l'indulgence en faveur des parents accusés par leurs enfants jusqu'à les dispenser de la peine qu'ils auront encourue, comme s'ils s'étaient livrés eux-mêmes à la justice. Il est curieux de remarquer que cette disposition, dont le but évident est de prévenir, en en paralysant les effets, les dénonciations que des enfants ingrats et dénaturés seraient tentés de faire contre

(1) Ainsi on ne voit presque jamais, en Annam, un enfant porter plainte contre ses parents. « Je dois dire que malgré l'évolution des mœurs, je n'ai vu qu'une seule fois, dit M. Tavernier, éminent magistrat en Annam, une fille majeure porter plainte contre son père, et encore le faisait-elle dans l'intérêt de ses frères et sœurs mineurs, pour arrêter la dilapidation faite avec l'assentiment ou plutôt la complicité d'un Truong-Toc (chef de la parenté), à peine majeur, des biens propres, appartenant à sa mère décédée. » (Tavernier, *La famille annamite*, p. 75.)

(2) *Code des Lê*, Edit. Le Huyen Ton, Deloustal, t. I, p. 159.

leurs parents, a pour conséquence de permettre aux fils pieux de préserver leurs parents d'une condamnation imminente. Peut-être le législateur annamite a-t-il ajouté cette disposition dans l'intention de leur fournir un moyen détourné de remplir leur devoir de piété filiale.

### *Deuil*

On sait qu'à la mort des parents, la doctrine de la Piété filiale impose aux enfants la rigoureuse observance des rites concernant le deuil (1).

Cette prescription, le législateur annamite ne manquera pas de la sanctionner (2).

Il est intéressant de remarquer que les rédacteurs du Code civil français ont soin de placer en vedette, en tête du titre « De la puissance paternelle », un article 371 aux termes duquel l'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses ascendants. Mais cet article n'est qu'un précepte de morale, qui a eu pour but simplement de rappeler que la suppression de la puissance paternelle à partir de la majorité de l'enfant ne le déliait pas, à n'importe quel âge, de ses devoirs moraux envers ses parents. Il n'en résulte pas que l'enfant ne puisse intenter contre ses parents une action déshonorante, les accuser de vol, par exemple. (V. Planiol, *Droit civil*, t. I, p. 506.)

(1) *Code Gialong*, Philastre, t. I, p. 72. « Le rite est né de sentiments naturels au cœur de l'homme, c'est pourquoi, il ne peut cesser d'exister. » « Lorsqu'un fils pieux accomplit, dit Confucius, les funérailles de ses parents, il pleure sans bruit, il est poli, mais sans apprêt, mais sans art; le luxe des vêtements, il ne le supporte pas; il écoute la musique, mais sans plaisir, les mets délicats qu'il mange sont pour lui sans saveur. Tels sont les sentiments vrais du deuil et de la tristesse. » *Hiao King*, chap. XIX.

(2) Lois de la deuxième année Hong-Duc (1471), art. 3, *Code des Lê*, Deloustal, t. I, p. 163; Edit. Le Huyen-Ton (1662-1671), *ibid.* p. 152, art. 160, *Code Gialong*.

Et c'est avec une pieuse sollicitude qu'il fixe la imposition le respect, et rend la douleur obligatoire.

Lorsque, dit le Code Gialong, les enfants apprennent qu'ils sont en deuil de leur père ou de leur mère, « leur douleur éclate; c'est certainement ce que les sentiments naturels ne permettent pas d'éviter (1). » S'ils ne portent pas le deuil, ils seront punis de 60 coups de truong et d'un an de travail pénible, parce que « le cacher, et ne pas manifester de suite sa douleur, indique un cœur indifférent; c'est une injure à ce qui est la raison; c'est la destruction des sentiments naturels »(2).

Le Code Gialong, dans un tableau contenant les règles à observer pour le deuil suivant les différents degrés de parenté (voir tableau ci-joint), prescrit un deuil de trois ans (3) pour la mort d'un père, d'une mère, d'un grand-père ou d'une grand-mère paternels. Les enfants et petits-enfants doivent porter le vêtement de deuil appelé « robe coupée » fait de l'étoffe de chanvre écru, dont le bord supérieur durée du deuil, décrit les vêtements de deuil, en

(1) Art. 160, *Code Gialong*, commentaire officiel.

(2) Art. 160, *Code Gialong*.

(3) Ou plus exactement de 27 mois lunaires. Le Tieu-Ky dit : « Quand le deuil dure deux fois jusqu'à l'anniversaire de l'événement, il est dit de trois ans. » (*Côte Gialong*, Philastre, t. I, p. 72.)





est cousu à l'envers, la couture en dehors et le bord inférieur n'est pas ourlé (1).

Le législateur, pour mieux assurer la manifestation des sentiments de douleur et d'affliction des personnes en deuil édicte encore des règles très détaillées relatives aux vêtements de deuil, et au « bâton de pleurs ». Voici les explications intéressantes de ces règles faites par le Code Gialong : « Sur le dos (de la robe coupée) il y a une pièce appelée « *pièce de fardeau* » pour indiquer que la personne en deuil porte le fardeau de sa douleur et de ses regrets... Devant, à l'endroit du cœur, il y a une pièce appelée comme le vêtement « *thoi* » (abattu sous le poids du chagrin) pour montrer que les enfants pieux ont le cœur défaillant... »

« Pour le « *bâton de pleurs* » s'il s'agit du deuil du père, on emploie un bambou. Le bambou ne change pas pendant les quatre saisons de l'année; la douleur du fils qui pleure son père doit, de même, traverser le froid et le chaud sans en être influencée.

« Pour le deuil de la mère, on emploie le bois de l'arbre appelé « *dong* »; on donne par extension au mot *dong*, nom de l'arbre, le sens du mot « *dong* » ensemble; c'est-à-dire le cœur du fils met la mère au même rang que le père...

(1) *Code Gialong*, Philastre, t. I, p. 72.

« La longueur (du bâton de pleurs) doit être telle qu'il arrive à la hauteur du cœur; les pleurs d'un fils pieux n'ont pas de nombre, son corps en est malade; le bâton est l'aide des malades, la maladie lui vient du cœur, c'est pourquoi la longueur du bâton est déterminée par la hauteur du cœur (1). »

Durant la période de deuil légal les enfants doivent s'abstenir de toute réjouissance. Ainsi, pendant ce temps, la loi leur défend de se marier (art. 98 Code Gialong) de partager les biens et de se séparer de la famille (art. 82, Code Gialong) (2). S'ils abandonnent les vêtements de deuil avant le temps fixé par la loi, s'ils oublient les sentiments de douleurs et de chagrin, se livrent aux plaisirs, font de la musique ou assistent à des festins, ils seront punis de 90 coups de truong, parce qu'ils « bravent, dit le législateur, les coutumes rituelles et mettent à néant les sentiments humains » (3).

(1) *Code Gialong*, Phialstre, t. I, p. 73.

(2) Le fait seul de commettre certains délits pendant la période de deuil légal, constitue une circonstance aggravante, ainsi que le montre l'art. 338 du Code Gialong: « Les personnes en deuil de leur père, de leur mère qui auront commis un acte de fornication seront punis de la peine édictée contre les personnes quelconques coupables de fornication augmentée de deux degrés. »

Le deuil constitue aussi un des trois cas d'empêchement du divorce. (Art. 60, *Code des Lẽ*, Deloustal, t. I, p. 250.)

(3) Art. 160, *Code Gialong*, commentaire officiel, art. 3, Lois

Les fonctionnaires publics sont tenus de suspendre l'exercice de leurs fonctions pendant toute la période de deuil légal occasionné par le décès de leur père ou de leur mère. S'ils ne prennent pas un congé de deuil, ou s'ils se déclarent faussement en deuil de leurs grands-parents, ou d'un oncle paternel, ils seront punis de 100 coups de truong et cassés de leur grade et déclarés indignes d'exercer à l'avenir aucune charge publique, parce que « c'est un grave manque de piété filiale » dit le commentaire officiel de l'article 160, Code Gialong.

La morale nous commande de témoigner du respect et de la compassion pour les personnes en deuil (1), car leur état est profondément douloureux et personne n'a le droit de le troubler. Il est remarquable de voir le législateur annamite se faire un devoir d'apporter des sanctions à cette obligation, ainsi que le montre l'article 9 de l'édit de

de la deuxième année Hong-Duc; *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 163.

(1) Confucius lui-même témoignait, par la pratique en même temps que par ses paroles, du respect pour les hommes en deuil.

Il se levait toujours quand il voyait quelqu'un vêtu de deuil et il le saluait cérémonieusement sans s'inquiéter de savoir s'il s'adressait à une personne plus jeune que lui.

Discussions et allocutions IX, 9, X, 16, cité par de Groot, *Les fêtes annuellement célébrées à Emoi*, p. 688.

Trinh-Con: « La situation des personnes atteintes d'un deuil est pénible et douloureuse. Lorsqu'une personne dans cette situation aura des dettes, son créancier devra avoir compassion de sa douleur et ne pas exiger le remboursement de sa créance bien que le terme soit échu; cela pourrait nuire à l'accomplissement des devoirs de la piété filiale. Il ne sera pas permis de réclamer le paiement de la dette qu'à l'expiration de la période de deuil. Ceux qui n'observeront pas ces règles seront sévèrement punis (1). »

(1) *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 162. Puisque l'Empereur lui-même est « le père et la mère » du peuple, comme l'appellent les Annamites, (voir, Luro, *Le pays d'Annam*, p. 90) à l'occasion de son décès, tous les habitants de l'Empire depuis les simples particuliers jusqu'aux hauts mandarins, doivent porter son deuil.

Voici une décision administrative concernant les prescriptions relatives au deuil pour la mort de l'Empereur Hi-Ton (1704) : Après avoir minutieusement fixé les règles de deuil que doivent suivre toutes les personnes de deux sexes appartenant à la famille impériale, les mandarins militaires, les mandarins civils et les étudiants, la décision ajoute : « tous les autres habitants de l'Empire devront porter le deuil pendant vingt-sept jours. Pour tous les deuils énumérés ci-dessus, le port de costumes comportant des ornements de soie de couleurs voyantes, pierres précieuses, jades, matières d'or et d'argent, est interdit. Il est également interdit de se marier durant ces mêmes périodes. Ces interdictions prendront fin à l'expiration des périodes de deuil. Cependant, on ne pourra, en aucun cas, contracter mariage avant un délai de cent jours (à dater du jour du décès du Souverain). Les chants, les musiques sont interdits pendant une période de trois ans, afin que tout soit d'accord avec les règles de deuil. » (Recueil des actes du Ngu-phu, phu-lieu, *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 166.

*Cérémonies des funérailles, inhumation, culte*

On sait que l'un des devoirs les plus importants de la piété filiale consiste à vénérer la mémoire des ancêtres et à perpétuer leur culte.

Aussi, à la mort des parents, le législateur prescrit-il aux enfants de « se conformer absolument aux prescriptions rituelles » pour célébrer les cérémonies des funérailles (1), de procéder à l'inhumation dans un délai de trois mois (art. 162, Code Gia-long) et « d'observer strictement les préceptes de morale » pour subvenir à leur culte (2).

Les familles en deuil doivent « observer le recueillement et l'abstinence, brûler des parfums, faire des libations, s'abstenir de « boire du vin et de manger de la viande » (art. 162, Code Gialong), éviter d'introduire, dans tous les actes relatifs aux enterrements, « des divertissements ou bien des déguisements pour des représentations théâtrales, d'employer des instruments à cordes, des flûtes ou chalumeaux pour se livrer au chant et à des cérémonies bouddhiques » (décret I du même article). Elles ne doivent pas « sous le prétexte de recevoir des visites de condoléances, rivaliser à qui fera le plus de chant et de musique » (3). Si elles enfrei-

(1) Art. 2, Edit Lê Huyen Ton, *Code des Lê*, Deloustal, t. I, p. 152.

(2) Art. 3, Lois Hong-Duc, *Code des Lê*, Deloustal, t. I, p. 163.

(3) Art. 40, Edit. Le-Huyen-Ton, *Code des Lê*, Deloustal, t. I, p. 159.

gnent cette prescription, le chef de famille sera sévèrement puni par la loi (art. 162, Code Gialong).

Pour assurer leur culte, le législateur n'hésite pas à obliger les enfants à constituer un Huong-Hoa (encens-feu) (1).

Le Huong-Hoa, une des institutions les plus caractéristiques et les plus originales du droit annamite, est une part d'héritage dont les revenus doivent être essentiellement affectés aux frais d'entretien du culte des ancêtres (2). La loi le rend absolu-

(1) Art. 387, décrets complémentaires sur le Huong-Hoa, *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 272.

On sait que la doctrine de la piété filiale a une très grande force en Annam. De même que la loi a profondément subi son influence, de même les coutumes et les mœurs annamites. Aussi rencontre-t-on nombre d'institutions coutumières dans l'organisation de la famille annamite, qui ont essentiellement pour but de conserver les biens dans la famille et de perpétuer le culte des ancêtres. La famille annamite vivait sous le régime de la communauté des biens. C'est une sorte de « *copropriété collective d'origine coutumière* » consacrée par les articles 82 et 83 du Code Gialong. Protégées et favorisées par la loi, beaucoup de communautés familiales annamites ont plusieurs siècles d'existence. Il n'est pas rare de voir aujourd'hui même dans de grandes familles annamites, vivre groupés autour du chef de famille, tous les parents de rangs prééminent et de rang inférieur.

L'esprit de conservation des biens dans la famille est tellement grand qu'il inspire aux Annamites une sorte de répugnance à l'idée même d'aliéner sans retour le patrimoine laissé par leurs ancêtres. C'est sous l'influence de cette coutume que le législateur décide que « si le contrat de vente ne contient pas la formule *vendre définitivement*, ou bien s'il est modifié par la fixation d'un délai par le rachat on fera droit à la demande de rachat » (art. 89, décret 3).

(2) Cette institution, en raison de son rôle social considérable et des difficultés nombreuses qu'elle suscite au sein des

ment inaliénable et imprescriptible, parce que la célébration des sacrifices doit être régulière et perpétuelle (1).

Pour fixer les règles qui doivent présider à la dévolution du culte et du Huong-Hoa, le législateur s'inspire des « principes naturels (2) qui ordonnent de tenir compte de la proximité ou de l'éloignement de la parenté et des sentiments d'amour et de respect que les liens de la parenté supposent (3). Aussi prescrit-il que le Culte et le Huong-Hoa reviennent de plein droit au fils aîné de droite lignée (4) (dich-tu ou Truong-Nam) puis au petit-fils aîné. A défaut

familles, a, en Annam, une importance réelle au point de vue religieux et juridique. Comme notre but est d'en dégager le fondement moral, et non de la décrire, nous renvoyons le lecteur aux ouvrages suivants : Briffaut, *Les biens culturels familiaux au pays d'Annam*, Huong-Hoa ; Tran-Van-Lieu, *Les substitutions fidéicommissaires en Droit annamite*, Huong-Hoa.

(1) Art. 87. Décret I, *Code Gialong* ; art. 399, décrets complémentaires sur le Huong-Hoa, *Code des Lê*, Deloustal, t. I, p. 276. — Art. 82, *Lois de la deuxième année Hong-Duc*, ibid., p. 312, *Les détenteurs de ce bien* (Huong-Hoa) ne devront pas se l'approprier d'une manière définitive ni se le partager. Ceux qui contreviendront à cette disposition seront punis de 80 coups de truong pour manque de piété filiale. »

(2) Art. 388, *Code des Lê*, Deloustal, t. I, p. 273, v. aussi p. 305.

(3) Explications coordonnées de l'art. 76, *Code Gialong*, Philastre, t. I, p. 371. « Lorsqu'une personne n'a pas de fils et qu'elle institue pour sa postérité une personne apte à continuer sa descendance (à rendre le culte) il y a un ordre déterminé selon lequel elle doit choisir, ordre fixé d'après la proximité ou l'éloignement de la parenté. »

(4) C'est celui issu de l'épouse principale.

du petit-fils aîné, ils doivent être confiés au fils cadet de droite lignée. Si la descendance mâle de droite lignée fait défaut, ils doivent être transmis au fils aîné de commune lignée (1). Ils ne reviennent au fils adoptif de postérité qu'en l'absence de descendance mâle de droite et de commune lignée. Et la fille ne peut les recueillir qu'à défaut de la descendance adoptive (2).

(1) C'est celui de la concubine.

(2) Art. 387 et 388, Décrets complémentaires sur le Huong-Hoa, *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 272, v. aussi p. 305 et 310.

Art. 46 et 76, *Code Gialong*.

Lorsqu'il n'existe dans la famille aucune personne apte à continuer la postérité et même en cas d'extinction de tous les parents de la même souche, l'ordonnance de la quatrième année de Thieu-Tri (1844) (*in Recueil des ordonnances royales*, Deloustal, p. 68), prescrit que la Huong-Hoa confie à un parent à un degré quelconque d'une autre souche, ou à défaut à un serviteur de la famille qui en prendra charge pour continuer le culte des défunts.

Ce décret est la preuve manifeste du souci qu'à le législateur annamite d'assurer la perpétuité du Huong-Hoa dans l'intérêt de la famille et du culte des ancêtres.

De toutes ces dispositions on peut dégager la règle générale suivante: le Huong-Hoa est transmissible de mâle en mâle par ordre de primogéniture à la descendance de droite et de commune lignée, et à défaut à la descendance adoptive.

En principe, les femmes (veuves ou filles du chef de la postérité) ne peuvent pas célébrer le culte des ancêtres, par conséquent ne peuvent pas être déclarées bénéficiaires du Huong-Hoa. (Luro, *Cours d'administration*, dixième leçon.) Mais lorsque le père de famille meurt sans laisser de descendance mâle légitime ou adoptive apte à continuer la postérité, la loi et la coutume admettent exceptionnellement que le Huong-Hoa revienne à la fille du défunt pour qu'elle continue à rendre le culte à la mémoire des ancêtres. (Art. 83, Décret II, *Code Gialong*; art. 390, *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 310.)

C'est donc conformément « *aux principes naturels* » que le législateur préfère le fils aîné au fils cadet, la branche aînée à la branche cadette, le fils de l'épouse principale à celui de la concubine, le fils qui reste dans la famille, à la fille qui la quitte (1).

Mais ces règles sur la dévolution du culte et du Huong-Hoa ne sont pas absolues. Elles souffrent d'exceptions dans les cas où malgré les liens de parenté les sentiments d'affection et de respect, sur lesquels se fonde le culte n'existent pas. Ainsi lorsqu'un fils bénéficiaire du Huong-Hoa s'est rendu coupable d'un manquement à la piété filiale, la loi

Bien plus, en pratique, lorsque le père de famille n'a que des filles comme descendance, il leur attribue presque toujours son héritage et le Huong-Hoa, il n'a recours à l'adoption de postérité prescrite par l'article 76 que lorsqu'il n'a aucun enfant. La coutume annamite est solidement établie sur ce point.

Lorsqu'une personne âgée, n'a ni enfant, ni parent de même souche, elle lègue d'habitude ses biens soit au village, soit à la pagode bouddhiste, soit à une personne quelconque qui en prend charge pour s'occuper après sa mort de son culte et entretenir son tombeau. Il existe en Annam et au Tonkin des sociétés de secours mutuels, auxquelles les vieillards privés de descendant et de parent quelconque, lèguent ordinairement tous leurs biens. Ils vivent sur la communauté et, après leur mort, leur culte est assuré par les sociétaires, grâce aux revenus de legs. Le legs se fait sous forme d'une vente sous condition d'entretien viager et d'entretien du culte et du tombeau. C'est une assurance sur la vieillesse et une assurance cultuelle tout à la fois. (V. Briffaut, *La loi civile selon le droit de Gialong*, p. 39; *Journal judiciaire de l'Indo-Chine*, année 1920, p. 53; *Code des L<sup>é</sup>*, Deloustal, t. I, p. 307, 308 et 309.

(1) V. Tran-Van-Chuong, op. cit. p. 188, 189 et 190.

le frappe d'indignité (1) et permet d'instituer «une autre personne, soit qu'il la choisisse à cause de sa sagesse ou de ses capacités, soit qu'il la choisisse à cause de sentiments d'affection » (art. 76, Décrets III et IV, *Code Gialong*).

Pour assurer dignement le culte, l'article 387 du Code des Lê (2) a soin d'obliger les enfants à réserver au moins la vingtième partie de l'héritage à la constitution du Huong-Hoa. Au-dessus de cette limite minima fixée par la loi, les enfants ont, bien entendu, toute liberté de régler l'importance du Huong-Hoa suivant leurs sentiments de piété filiale et la situation sociale qu'occupe la famille.

Et on sait que les Annamites attachent une grande importance à l'éclat et à la magnificence des cérémonies, éclat et magnificence qui s'imposent à eux comme un point d'honneur et comme un devoir très important. « Il n'est pas rare de voir des fils vendre tout ce qu'ils possèdent de biens, meubles, pour subvenir au luxe des funérailles et à la

(1) Art. 388, *Décret de la troisième année Hong-Thuan* (1511), Deloustal, t. I, p. 273.

(2) Deloustal, t. I, p. 272. Un décret de la quatrième année de Thieu-Tri (1844) dispose que les biens des successions en déshérence de valeur considérable seront divisés en dix parts dont sept seront versées à l'Etat et trois seront affectées au Huong-Hoa, que s'ils n'ont pas une grande valeur ils serviront à la constitution des biens du culte au profit de la famille éteinte. (*Recueil des ordonnances royales...* Deloustal, p. 68.)

sépulture de leurs parents. Ces solennités dans les riches familles, réclament un grand appareil, de belles et coûteuses offrandes de sacrifices dans lesquels le feu et l'encens (Huong-Hoa) jouent un rôle devenu symbolique (1). »

Les enfants ont encore le devoir d'assurer la perpétuité du culte de leurs parents. Pour cela, ils doivent se marier, procréer de nouveaux descendants qui continueront à honorer perpétuellement la mémoire de ceux qui ne sont plus, et à les inviter aux solennités de la famille.

En vertu de ces idées, le célibat doit être un manquement grave à la piété filiale, parce que le

(1) Briffaut, *Etude sur les biens culturels*, p. 67.

« Rendre un culte à ses ancêtres était pour chaque citoyen une obligation d'ordre public ; mais l'ordonnance de la vie bourgeoise aussi bien que la morale orthodoxe réduisaient ce culte, sauf dans le cas des ancêtres impériaux, à de simples manifestations privées. Il en était autrement pour les funérailles dont la pompe ajoutait à l'honneur familial.

Sur ce point, Confucius avait mis en garde aussi bien contre la ladrerie ; pour lui, le luxe importait peu dès que le respect des formes s'unissait à la sincérité. Les lettrés mirent en honneur les funérailles dispendieuses. La tradition rapportait que le frère de Tseu-lou eut l'idée de vendre les femmes de second rang de son père pour trouver de quoi payer un bel enterrement à sa mère, femme principale. Tseu-lou, disciple de Confucius, l'en empêcha par esprit de justice.

Plus tard, des disciples du Maître ne surent point résister à l'entraînement du public, la raison en fut, sans doute, que les cérémonies des funérailles étaient dans l'ordre de vie nouveau, le seul moment où la piété filiale, fondement de la société, pouvait s'exprimer publiquement. » (Granet, *La religion des Chinois*, p. 133.

célibataire laisse volontairement disparaître la famille, éteindre le feu et l'encens, et tomber dans l'oubli éternel la série de ses morts. Aussi le célibat n'existe-t-il, pour ainsi dire, pas en pays d'Annam.

Le mariage s'impose donc aux hommes comme un devoir. Si le législateur ne le rend pas obligatoire, du moins l'a-t-il représenté comme un acte de la plus haute importance et a-t-il constamment exhorté à le contracter (1).

D'autre part, on sait qu'il considère la stérilité comme une cause légitime de répudiation (art. 108, Code Gialong) et qu'il autorise formellement encore à l'heure actuelle la polygamie (2).

Le législateur annamite s'est donc soucié au plus haut point de protéger le culte des ancêtres. Et cela, parce que, ce dernier a en Annam, une importance primordiale.

En effet, sa pratique exerce une action salubre considérable sur la famille et sur la société annamites. Elle a pour but de rappeler à tous les membres de la famille le souvenir et les vertus de ceux qui les ont précédés dans la vie, et de permettre aux enfants de témoigner du regret des affections perdues, et de leurs sentiments de reconnaissance pour tout ce dont ils sont redevables à leurs parents.

(1) *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 217 ; art. 94, *Code Gialong*, Philastre, t. I, p. 491.

(2) Art. 96 et 83, Décret, *Code Gialong*.

Le jour de la cérémonie réunit tous les membres de la famille chez le Truong-Toc (chef de la parenté). C'est dans cette réunion qu'il rappelle au devoir rituel les parents qui s'en écartent, qu'il veille à ce que chacun accomplisse les rites et les cérémonies d'usage, et qu'il donne des conseils et des consolations aux uns et aux autres. C'est devant l'autel des ancêtres que s'évanouissent les discordes, les haines, les rivalités qui divisent si souvent les familles et que se resserrent plus intimes et plus solides les liens qui les unissent.

Ainsi le culte des ancêtres maintient au sein de la « gens » le respect des vertus domestiques, des devoirs de la piété filiale et développe le sentiment de solidarité entre les différents membres de la famille.

De plus, c'est de lui que la constitution de la famille et de la société dépend en Annam, car, en unissant par un lien solide toutes les familles d'une même souche, il a constitué de puissants groupements sur lesquels s'établit solidement la société annamite.

## SECTION II. — PÉNALITÉS ÉTABLIES PAR LA LOI

### DANS LES CAS DE MANQUE DE PIÉTÉ FILIALE

« Des trois mille espèces de forfaits qui composent les cinq classes de la criminalité, il n'y en a

pas, dit Confucius, de plus grande que le défaut de piété filiale (1). » C'est pourquoi l'article 2 du Code Gialong classe le manque de piété filiale parmi les dix crimes atroces (2). Les crimes atroces sont des actes qui « marquent la négation des devoirs entre les sujets et le Souverain, et entre les parents », et « violent les devoirs et les relations entre les hommes, effrayant la vertu, et sont réprouvés par le ciel comme par la terre; les esprits et les hommes en sont épouvantés (3). »

Ils ne sont pas tous réprimés par la loi avec le même degré de sévérité (4). Les uns (le parricide, par exemple) sont punis de la décapitation ou de la mort lente, peines les plus terribles (art. 288, Code

(1) Hiao-King, chap. II.

(2) Voir aussi l'article 296, *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 357.

(3) Explications coordonnées, art. 2, *Code Gialong*, Philastre, t. I, p. 124.

Briffaut, *La loi civile selon le droit de Giaolng*, p. 11 : « L'article 2 est un résumé de la théorie de l'ordre naturel qui est à la base de la constitution de l'Etat, de l'économie politique, de l'organisation patriarcale de la famille et de la propriété, de la religion et de la morale civique, des vertus sociales et domestiques. »

(4) « Violenter les principes énumérés dans l'article 2, c'est violenter l'ordre naturel, c'est enfreindre les principes fondamentaux de la loi naturelle. L'ordre naturel est analogue dans ses éléments juridiques et dans ses conséquences de droit à l'ordre public qui domine les législations modernes : toute violation de l'ordre public qui domine les législations modernes ; toute violation de l'ordre public entraîne des sanctions radicales, plus impressionnantes et plus profondes, que celles prévues par la violation des prescriptions des lois quelconques. » (Briffaut, *La loi civile*, p. 11.

Gialong). Les autres (transgresser les ordres des parents (art. 307, Code Gialong), ne pas subvenir convenablement à leurs besoins (art. 2, Code des Lê, p. 152, etc.) entraînent la peine de travail pénible ou le châtimement corporel consistant en un certain nombre de coups de truong.

Quoique dans ces divers cas le crime ne soit pas passible de la peine de mort, « cependant, dit le Code Gialong, il offense les devoirs et les relations entre les hommes ainsi que la raison; voilà pourquoi on inscrit les noms de tous ces crimes en tête des lois, afin que les hommes apprennent à s'en garder » (1).

Ainsi donc, tout manquement, sans distinction aucune, à la piété filiale, étant une grave atteinte à la morale, devient, aux yeux du législateur annamite, un crime atroce. L'article 2 du Code Gialong a énuméré les cas de manque de piété suivants: « porter une accusation, ou proférer des injures contre son aïeul, l'aïeule, le père ou la mère de l'époux (2), se séparer de la famille et partager les biens du vivant de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère (3); ne pas subvenir convenablement aux

(1) Explications coordonnées, art. 2, *Code Gialong*, Philastre, t. I, p. 124.

(2) Art. 298, 306, *Code Gialong*.

(3) Art. 82, *Code Gialong*.

desoïns de ces mêmes parents (1); se marier pendant le temps de deuil du père ou de la mère (2), se réjouir, porter d'autres vêtements que ceux de deuil et se livrer aux plaisirs; apprendre la mort de son aïeul ou de son aïeule, de son père ou de sa mère, et la cacher, sans prendre le deuil; ou, encore, déclarer faussement qu'on se trouve en deuil de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère, (3) » mais cette énumération n'est pas limitative, car le commentaire officiel a soin d'ajouter que le nombre des cas de manque de piété filiale est très grand; et que l'article 2 cite seulement quelques cas prévus par les lois (4).

Pour ne laisser aucun crime de manque de piété filiale échapper à la justice, l'article 296 du Code des Lè impose sous des peines sévères, aux fonctionnaires locaux, l'obligation de porter à la connaissance du Souverain tous les faits « troublant les règles des devoirs sociaux » (c'est-à-dire les fautes contraires aux bonnes mœurs commises entre parents), et « violant les vertus cardinales » (c'est-à-

(1) Art. 161, *Code Gialong*.

(2) Art. 98, *Code Gialong*.

(3) Art. 160, *Code Gialong*.

(4) Voir encore les autres cas de manque de piété filiale prévus et punis par les articles : 87, 99, 162, 245, 253, 286, 287, 297, 332, du *Code Gialong*, et les articles : 2 (p. 152), 6, 9, 10 (p. 153), 3 (p. 163), 91, 2 (p. 284), 82 (p. 312), du *Code des Lè*.

dire, le manque de respect, de concorde, d'harmonie entre parents) (1). Enfin les crimes de manque de piété filiale et de violation de sépulture paraissant aux yeux du législateur, tellement odieux qu'il décide que les coupables ne seront pas pardonnés, même s'il survient une amnistie (art. 15, Code Gialong).

(1) Art. 296, *Code des Lè*, Deloustal, t. I, p. 197.



## CONCLUSION

En étudiant les droits et les devoirs du père de famille et des enfants, nous avons passé en revue, aussi complètement que nous l'avons pu, les règles essentielles du droit de famille, et nous nous sommes efforcé de dégager les influences profondes de la doctrine de la Piété filiale sur les diverses institutions juridiques suivantes: mariage, divorce, polygamie, adoption, succession, Huong-Hoa.

Nous savons, maintenant, que la famille annamite est une famille patriarcale reposant sur la doctrine de la Piété filiale dont Confucius a fait, en Chine et en Annam, une vertu nationale et le fondement sur lequel s'appuie l'édifice social et la législation qui en règle l'ordonnance. Nous savons qu'elle a pour colonne maîtresse la puissance paternelle, puissance reconnue sur les enfants, par le droit annamite, au chef de famille uniquement en vue d'assurer l'application de la doctrine de la Piété filiale et d'en imposer le respect et l'observation scrupuleuse.

Nous savons, également, que cette puissance est

très étendue, et que, vis-à-vis d'elle, le législateur ne reconnaît aux enfants aucun droit, et qu'au contraire, il leur impose des devoirs multiples envers leurs parents, devoirs qu'il expose, étudie, examine très minutieusement. Nous nous sommes efforcé de suivre, le plus fidèlement possible, la loi dans tous ses détails, et nous avons vu, avec quelle sollicitude, le législateur paternel exhorte le père de famille à nourrir, élever, et éduquer ses enfants, et conseille à l'enfant d'aimer ses parents, de les respecter et de leur obéir. Nous savons qu'il récompense avec générosité les fils pieux et qu'au contraire, il punit très sévèrement les mauvais enfants. Nous avons pu constater qu'afin de maintenir la famille indissoluble à travers des siècles, il a prodigué tous les soins pour organiser le culte des ancêtres et pour en assurer la perpétuité.

Ainsi, c'est de la doctrine de la Piété filiale, de cette morale belle et pure dont les seules bases sont la raison et la vertu, qu'est sorti le droit de famille annamite. Et en donnant ainsi à cette doctrine purement laïque, l'appui de son autorité, en prêtant ainsi à l'éthique confucéenne le secours des rites obligatoires, et le concours de peines menaçantes, le législateur annamite a su lui insuffler une puissance quasi-religieuse qui s'impose d'elle-même à la conscience. C'est ainsi que le Code Gialong et

celui des Lê ne sont plus qu'une longue leçon de morale expérimentale avec des sanctions immédiates (1).

Le législateur annamite confond donc complètement le droit avec la morale. Il ne tient aucunement compte de la distinction fondamentale entre les devoirs moraux et les devoirs juridiques qu'on trouve dans toutes les législations européennes (2). Hardiment, il fait sienne la conception de « l'Etat père de famille » (3) conception que presque tous

(1) V. Aourousseau, étude critique sur *Essai sur l'esprit du droit sino-annamite*, de Tran-van-Chuong, dans le *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient* (1922), p. 163.

(2) V. Glasson, *Elèvement de droit civil français considéré dans ses rapports avec le droit naturel et l'économie politique*, t. I, p. 8.

(3) « Dans cette législation moralisatrice, la morale est toute puissante : devant elle, il n'y a pas de liberté pour l'individu, pas de droits pour les tiers... Au nom de la morale, le législateur pénètre dans la vie privée de chaque homme, lui fixe son domicile, lui ordonne de garder ou de répudier son épouse, de mener une vie digne et de ne pas entretenir de chanteuses, de se consacrer à la douleur pendant le deuil et de rendre aux ancêtres un culte d'affection et de reconnaissance... » (Tran van Chuong, op. cit. p. 202.)

« ...De même, dit M. Briffaut, qu'il y a des rites à observer dans les fêtes communales, les rites relatifs à la sépulture et au deuil sont l'objet d'une réglementation sévère et légale, et si l'Etat s'intéresse à leur observation, c'est que leur pratique est une vertu salutaire pour le peuple ; il y a donc là comme un principe d'ordre public, selon lequel l'Etat a le droit de contrôler certains actes de la vie de famille, parce que ces actes intéressent la morale générale ; aussi la coutume, d'ailleurs variable, détermine selon le rang des parents le temps que doit durer le port des vêtements de deuil. » (Briffaut, *Etude sur les biens culturels, familiaux en pays d'Annam*, p. 66.)

les éminents juristes français condamnent comme fausse et dangereuse (1).

Il ignore les principes abstraits et néglige presque toujours les règles générales.

Fidèle observateur d'une éthique vivante, réaliste et purement laïque, le législateur annamite s'impose un seul but, celui de moraliser les classes sociales. Son principal souci est de prévoir et de régler le plus grand nombre possible de devoirs moraux et de pourvoir chacun d'eux d'une sanction pénale (2). Il reste à peu près étranger à toute autre préoccupation. Il ne réglemente les actes privés que quand ils intéressent la morale. Ainsi, dans la législation annamite, la notion du devoir domine et

(1) Léon de Rosny, *La morale de Confucius, le livre sacré de la piété filiale*, introduction, p. 48. « La pensée qu'un gouvernement s'arroge la charge de formuler officiellement la notion du bien nous répugne au plus haut degré. »

Nourrisson, *Etude critique sur la puissance paternelle et ses limites, d'après le Code civil des lois postérieures et la jurisprudence*, préface, p. 3, Dareste : « L'Etat, père de famille, est une conception fausse et dangereuse. C'est seulement à défaut de l'initiative privée que l'action de l'Etat doit pouvoir s'exercer. L'Etat peut et doit contrôler l'exercice de la puissance paternelle, mais à condition de ne pas se substituer à elle. »

« C'est le grand malheur de la France que la famille y soit absorbée par la commune, la commune par le département, le département par l'Etat. » (*La réforme sociale*, III, liv. 7. Le Play.)

(2) Et nous savons qu'à ses yeux tout ce qui se rapporte à la piété filiale est capital en fait de crime comme en fait de vertu.

efface presque celle du droit. Tels sont les traits originaux et caractéristiques du Droit annamite que nous pouvons dégager de cette étude.

Et c'est sous cette législation éminemment moralisatrice que vécurent, pendant des siècles, les Annamites. Elle a exercé sur eux une action salutaire en bridant leurs mauvais instincts, et en extirpant de leur cœur les passions malfaisantes qui causent la désorganisation de la famille et les bouleversements de la société. Elle a fait entrer dans le plus profond de leurs âmes les sentiments de piété et de respect. Elle a fait de ce peuple un des plus corrects, des plus polis, des plus sincères du monde. Aussi l'ordre, la paix, l'harmonie régnaient-ils en général dans les familles annamites.

Mais que sont devenues, depuis la conquête française en Indochine, ces familles patriarcales, dont l'organisation était solidement protégée par le législateur annamite? Nous constatons douloureusement qu'avec le sentiment de piété filiale et le culte des ancêtres, l'autorité paternelle s'affaiblit subitement et précipite ainsi la dissolution de la famille. Tout le monde sait la parole célèbre de Mme de Staël, déplorant la disparition du respect en France: « Ce qui manque en France en tous genres, dit-elle, c'est le sentiment et l'habitude du respect. (1) » Eh bien!

(1) De l'Allemagne, troisième partie, ch. III.

cette parole nous pouvons la répéter aujourd'hui pour notre pays, elle n'a rien perdu de sa vérité: la désorganisation de la famille et l'affaiblissement du respect pour l'autorité paternelle, et cela, dans toutes les classes de la société annamite actuelle, ne peuvent pas faire de doute pour quiconque connaît notre pays.

Leurs causes?

Ces résultats sont les effets d'une politique néfaste tendant à détruire hâtivement tous les anciens édifices sociaux, familiaux et religieux de l'Annam sans les remplacer par rien d'équivalent, politique à laquelle viennent encore s'ajouter l'influence désagrégeante des législations et des mœurs d'Occident et l'extension de la consommation de l'alcool et de l'opium, deux fléaux les plus épouvantables de l'humanité. La désorganisation des familles est surtout le résultat de la suppression trop brusque de notre enseignement traditionnel, source à laquelle nos pères puisaient toutes les forces éthiques nécessaires pour conserver dans leurs âmes le sentiment de piété et de respect.

Qu'a-t-on mis à la place de cet enseignement?

Un fantôme, une caricature d'enseignement français.

Son but?

C'est de nous arracher brutalement à l'influence

de notre famille, de nos pures et saines traditions ancestrales, sans cependant nous donner une vraie connaissance de la vraie France, la France intellectuelle et humanitaire.

Depuis longtemps nos parents ont beaucoup souffert — et c'est en souffrant avec eux que nous écrivons ces lignes — des conséquences effroyables d'une pareille politique d'enseignement. N'ont-ils pas, en effet, souvent entendu avec quel légitime effroi mêlé d'amertume et de douleur, leurs enfants, dépourvus d'éducation traditionnelle, et mal instruits à l'école française, leur dire: « Je suis majeur, je suis libre, j'ai la liberté de choisir la femme qui me plaît, j'ai le droit de me marier quand je veux, vous n'avez pas le droit, etc., etc... »

Avec toute sincérité, nous disons hautement que, comme nos pères, nous préférons la perfection morale, au perfectionnement matériel. Comme nos pères, nous aimons mieux conserver l'ordre, le respect, l'harmonie dans notre famille. Nous ne voulons pas introduire dans notre foyer ancestral des monstres pareils fabriqués par une politique odieuse, avec leur « majorité », leur « liberté », leur « droit ».

Mais, puisque nous ne pouvons pas éviter la contamination de la civilisation scientifique et matérielle, puisque de gré ou de force, nous sommes

entraînés dans le tourbillon de la suractivité et de l'agitation économique et mécanique, à quoi bon perdre notre temps — bien qu'il soit parfois doux de le faire — à contempler philosophiquement nos vertus antiques, à en déplorer tristement la disparition, à rêver mélancoliquement à un retour vers le passé.

Notre vieux pays d'Annam, désormais, entre, que nous le voulions ou non, dans un nouvel âge; et nous savons, aussi bien que quiconque, que chaque âge à ses coutumes, ses aspirations et ses besoins et que les institutions d'un peuple doivent suivre la marche de la civilisation. Cependant, qu'on veuille bien nous permettre de traduire ici les vœux les plus ardents suivants de toutes les familles annamites: « Qu'on laisse notre vieux pays d'Annam évoluer d'une manière calme et réfléchie, comme il convient à ses aptitudes sagement pondérées; qu'on ne fausse pas, dans un but politique néfaste, la marche de son évolution; qu'on n'ébranle pas à la légère les saintes bases de notre famille, qu'on ne porte pas atteinte aux pures et saines traditions que nous ont léguées nos ancêtres, afin de les faire disparaître trop hâtivement; surtout qu'on ne détruise pas nos anciens édifices sociaux et religieux sans être bien certain qu'on pourra les remplacer par quelque chose, sinon de meilleur, du moins d'équivalent. »

# ANNEXES

## CODE DES LÈ

Traduction et commentaire par Raymond DELOUSTAL

### TOME I

*Edit. Le-Huyen-Ton (1662-1671) portant instructions pour la réforme des mœurs* (c'est un ensemble de prescriptions constituant un véritable code des devoirs et des obligations de tous les citoyens, depuis les simples particuliers jusqu'au plus haut fonctionnaire, en passant par les chefs de village et de famille).  
ART. 2, p. 152. — Les enfants doivent être pieux et respectueux (envers les parents). Lorsque ceux-ci sont âgés, ils doivent les servir matin et soir et ne les entretenir qu'à condition de les prendre chez eux chacun à son tour, en ne les soumettant pas à des travaux pénibles et fatigants. Dans les cérémonies des funérailles, ils doivent se conformer absolument aux prescriptions rituelles. Voilà la manière de remplir entièrement ses devoirs d'enfants.

ART. 4, p. 152. — Les époux doivent s'aimer et se respecter mutuellement, et s'appliquer à remplir leurs devoirs mutuels... La femme doit servir et respecter ses beaux-parents, elle ne doit pas contrarier la volonté de son mari, ni se laisser aller à la jalousie. Les époux ne doivent pas se séparer par lassitude de leur pauvreté ; cela blesse la morale et les saines coutumes.

ART. 6, p. 153 (voir supra, p. 30).

ART. 8, p. 151 (voir supra, p. 29).

ART. 9, p. 153. — Les enfants et les jeunes gens doivent

vénérer et honorer leur père, leurs frères et les personnes plus âgées qu'eux.

Lorsqu'ils ont des aliments ou des boissons, ils doivent les leur céder ; lorsqu'ils les voient chargés d'un fardeau où transportant quelque chose, ils doivent se substituer à eux pour leur épargner des fatigues. Ils ne doivent pas se targuer de leur situation de fortune ou de leur rang pour s'asseoir sur la même natte et manger à la même table qu'eux, ce qui constitue une atteinte aux principes des relations sociales.

ART. 10, p. 153. — Les femmes doivent faire de la soumission et de l'obéissance leur premier devoir, vénérer et servir leurs beaux-parents et vivre dans la plus parfaite concorde avec leurs frères aînés et cadets. Elles ne doivent pas se targuer de la situation de fortune ou de la haute position sociale de leurs parents pour prendre une attitude hautaine avec leur mari, élever le ton de la voix, crier et donner libre cours à leurs sentiments de jalousie et à leur mauvais caractère, demandant à divorcer pour la moindre observation. De même, lorsqu'elles commettent des fautes et que leur père, leur mère, ou leur mari, leur donne des conseils et des avertissements, elles doivent modifier leur conduite afin de se corriger de leurs défauts ; elles ne doivent pas, s'abandonnant davantage à la colère, se laisser aller à se révolter contre eux et à les injurier ou bien à s'enfuir sur les routes ou à aller chercher asile dans le voisinage, ce qui, petit à petit, conduit au libertinage et à l'oubli des devoirs de la femme. Lorsqu'il sera contrevenu à ces règles, il sera permis au chef du quartier, du village, ou du hameau de conduire la coupable aux autorités locales qui la puniront sévèrement.

ART. 40, p. 159. — Aux fêtes du milieu (de l'année) et du premier de l'An, les familles en deuil doivent se conformer aux prescriptions du rituel funéraire des familles, elles ne doivent pas, sous le prétexte de recevoir des visites, de condoléances, rivaliser à qui fera le plus de chant et de musique. Ainsi on changera les mauvaises habitudes et on reviendra à

des mœurs simples. Ceux qui oseraient contrevenir à ces instructions seront punis de peines très sévères.

## EDIT DE LA DEUXIÈME ANNÉE HONG-DUC (1471)

ART. 3, p. 163. — Instruction aux enfants sur leurs devoirs envers leurs parents. Ils doivent observer strictement à leur égard les préceptes de morale en les servant, les nourrissant, subvenant à leurs funérailles et à leur culte; ils ne doivent pas raccourcir les périodes de deuil, ce qui est contraire aux bonnes contumes.

### RÈGLES DU DEUIL POUR LA MORT D'UN EMPEREUR

Voici un document concernant le deuil qui suivit la mort de l'Empereur Hi-Ton : p. 166. « Nous, membres du Phu-Lieu, le quatorzième jour du quatrième mois de l'année, Giap-Than (1704), attendu que par suite du décès de l'Empereur, il y a lieu de fixer les règles de deuil après avoir délibéré, sur les rites anciens, avons arrêté les prescriptions suivantes :

« Toutes les personnes des deux sexes appartenant à la famille impériales ou issues de la souche impériale se conformeront, pour la réglementation de leur deuil, aux règles fixées par le rituel familial.

« Les mandarins militaires depuis les *thu-ve*, marquis et au-dessus, les mandarins civils, depuis les *Khoa-dao hien*, lieu-su et au-dessus, les eunuques du Palais à partir du grade de *thien-thai-gia* et au-dessus, devront porter le deuil de trois ans. Ils adopteront pour leurs robes, chapeaux et ceintures de cour, la couleur noire. Dans le service, ils porteront des robes de cotonnade de couleur noire et des bonnets de crépon noir. Dans la salle d'audience du Palais, pour diriger les affaires de leur service, dans leurs bureaux, ils se serviront de lits en bambou et de nattes de paille pour leurs hamacs, ils se serviront de supports en bambou; pour leurs chevaux ils feront usage de selles de couleur noire.

« Les mandarins civils depuis le grade de Vieu-Ngoai-lang tri-phu et au-dessus, les mandarins militaires depuis le grade de thiem; do et au-dessus, les eunuques du Palais depuis le grade de de-diem et au-dessus, devront porter le deuil d'un an. Les femmes de tous les fonctionnaires civils et militaires ayant droit au titre de Manh-phu (à partir du troisième degré et au-dessus), devront porter le deuil d'un an; celles n'ayant pas droit à ce titre porteront le deuil de cinq mois.

« Les mandarins civils à partir du grade de tu-thua, dong-tri-phu et au-dessus, les mandarins militaires depuis le grade de chi-huy-su et au-dessus, les eunuques du Palais depuis le grade de phung-ngu et au-dessus porteront le deuil de 9 mois.

« Les étudiants pourvus de titres par faveur à cause des mérites de leurs ascendants, les lettrés gradués, les étudiants pensionnés, les étudiants divers, les fils et petits-fils de mandarins, devront porter le deuil de 5 mois.

« Tous ceux qui sont pourvus de fonctions administratives quelconques, dépendant de l'Etat, ainsi que les employés de la police, les calligraphes, les rédacteurs du service des Xa-nhon, les employés de tous les bureaux, et les chefs de village, devront porter le deuil de 5 mois. Toutes les personnes énumérées ci-dessus, devront, par leur costume et leur bonnet de service, employer la cotonnade de couleur noire.

« Tous les habitants de l'Empire devront porter le deuil pendant 27 jours. Pour tous les deuils énumérés, ci-dessus, le port de costumes comportant des ornements de soie de couleurs voyantes, pierres précieuses, jades, matières d'or et d'argent est interdit. Il est également interdit de se marier durant ces mêmes périodes. Ces instructions prendront fin à l'expiration des périodes de deuil. Cependant, on ne pourra, en aucun cas, contracter mariage avant un délai de cent jours (à dater du jour du décès du Souverain). Les chants, les musiques sont interdits pendant une période de trois ans, aun que tout soit d'accord avec les règles du Deuil. »

Recueil des actes du Ngu-phu-phù-lieu.

ART. 296, p. 197. — Lorsque des hommes remarquables par

leur piété filiale ou leur amour paternel, ou des femmes illustres par leur chasteté, n'auront pas été signalés au Souverain, il leur sera accordé des marques d'honneur et des récompenses au-dessus de celles prévues ordinairement. Lorsque des gens troubleront les règles de devoirs sociaux ou violeront les vertus cardinales, et que les faits n'auront pas été portés à la connaissance du Souverain pour être punis, on prononcera contre les fonctionnaires des lo et huyen coupables d'avoir gardé le silence, une peine d'abaissement ou d'amende.

### DES SUCCESSIONS LOIS PROMULGUÉES A LA DEUXIÈME ANNÉE QUANG-THUAN (1461)

ART. 2, p. 284. — Les enfants et les petits-enfants qui porteront plaintes inconsidérément en revendication de terres, étangs ou habitations vendus par leur père ou par leur mère sous prétexte que ce sont des biens Huong-Hoa, couvrant ainsi d'opprobre leur père ou leur mère seront, lorsqu'il y aura eu un testament, punis pour manque de piété filiale et privés de leur part d'héritage. Lorsque, par devoir filial, un fils demandera à exécuter la clause de garantie de l'acte de vente, une transaction pour le rachat pourra être autorisée. Lorsque les parents auront établi et remis à leurs enfants leur testament et les titres de propriété, si les uns ont reçu une part grasse et les autres une part maigre, il sera permis aux enfants de procéder selon leur convenance à un nouveau partage auquel tout le monde acquiescera. Si l'aîné se refuse obstinément à un (nouveau) partage et met ainsi ses frères désavantagés dans l'obligation d'adresser une réclamation aux tribunaux, il sera puni.

Cependant, lorsqu'un père ou une mère, voulant reconnaître et récompenser les bons sentiments de piété filiale et d'amour fraternel dont aura fait preuve un de ses enfants, lui aura accordé, par acte de donation, spéciale, un supplément de part (cette dérogation à la règle) sera permise. Lorsque cet acte de donation spéciale n'existera pas, (la détention de ces biens) sera considérée comme un « ravissement ».

## LOIS PROMULGUÉES

## A LA CINQUIÈME ANNÉE QUANG-THUAN (1464)

P. 285. — « Les fils ou petits-fils qui violent les lois en s'adonnant à la boisson, aux plaisirs de l'amour, aux jeux d'argent aux combats de coqs, à la chasse ou au jeu d'échecs, en se livrant au dehors à un libertinage effréné, en injuriant leur aïeul, leur aïeule, leur père, leur mère ou leurs parents, appartiendront à la catégorie d'enfants appelés « causes d'anéantissement d'une famille ». Aussi les père et mère d'un pareil enfant doivent-ils nuit et jour, l'instruire (dans la voie du devoir) et l'exhorter à se corriger). S'il se montre rebelle à tous les conseils, ne se corrige pas de ses anciens vices et continue à désobéir aux instructions de ses père et mère, il appartiendra à ces derniers d'établir un acte dans lequel ils énuméreront tous les griefs qu'ils ont contre lui et déclareront le renier et ne plus le tenir que pour un étranger... L'enfant renié ne pourra pas recevoir sa part. Si les parents n'ont pas eu le temps de fixer le partage et s'il y est procédé par les frères eux-mêmes, ces derniers devront se conformer à la volonté de leurs parents et exclure du partage leur frère renié, quand bien même il serait revenu à la maison et aurait pris le deuil. Le reniement dont il a été l'objet lui interdit de soulever aucune revendication si, s'insurgeant contre la volonté de ses parents, il adresse une réclamation au juge de l'endroit, celui-ci ne devra pas la recevoir, ni lui donner suite, afin de couper court à tout projet de revendication et de donner une leçon sévère aux enfants coupables d'avoir manqué à la piété filiale et à l'esprit de concorde.

## LOIS PROMULGUÉES

## A LA VINGTIÈME ANNÉE, HONG-DUC (1489)

P. 286. — Les enfants coupables de manquement à la piété filiale et à la concorde (fraternelle) seront punis d'une peine de servitude avec 80 rous de truong (bâton) et privés de leur part d'héritage.

DECRETS COMPLEMENTAIRES  
SUR LE HUONG-HOA

ART. AFB, p. 272. — Lorsqu'un père et une mère seront tous deux décédés, en laissant des rizières et des terres pour la disposition desquelles ils n'auront pas eu le temps de transmettre leurs dernières volontés par un testament, et que les frères et les sœurs procèderont au partage entre eux, ils devront réserver la vingtième partie de ces biens à la constitution du Huong-Hoa destiné à assurer le culte de leurs parents. Cette part sera attribuée au fils aîné qui en aura l'administration et la garde...

## II

### CODE GIALONG

Traduction par P.-L.-F. PHILASTRE

#### TOME I

#### ART. 2. — LES DIX CRIMES ATROCES

...Le septième crime atroce est appelé « le manque de piété filiale. (Ce nom désigne le fait qui consiste à porter une accusation, ou à proférer des injures, contre son aïeul, son aïeule, son père ou sa mère, contre l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère de l'époux, ou bien du vivant de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère, à se séparer de la famille et à en partager les biens; ou bien encore, le fait de ne pas subvenir convenablement aux besoins de ces mêmes parents; le fait de se marier pendant le temps de deuil, du père ou de la mère, se réjouir, porter d'autres vêtements que ceux de deuil et se livrer aux plaisirs; apprendre la mort de son aïeul ou de son aïeule, de son père ou de sa mère et la cacher, sans prendre le deuil; ou encore, déclarer faussement qu'on se trouve en deuil de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère.)

#### FAMILLES DES CONDAMNÉS A L'EXIL

ART. 14. — Toutes les fois qu'un homme aura été condamné à l'exil, son épouse et ses concubines le suivront; si son aïeul, son père, ses enfants et petits-enfants veulent le suivre, on fera droit à leur demande.

ART. 15. — DES CRIMES  
QUI NE PEUVENT ÊTRE PARDONNÉS  
PAR UNE AMNISTIE ORDINAIRE

Les coupables des dix crimes atroces (art. 2) de violation de sépulture (art. 245)... ne seront également pas pardonnés, bien qu'il survienne une amnistie...

ART. 17. — DES CONDAMNÉS  
AUXQUELS IL EST ACCORDÉ  
DE DEMEURER CHEZ EUX  
POUR SOIGNER LEURS PARENTS

Lorsqu'un coupable aura commis une faute qui entraîne la peine de mort et qui n'est pas de celles qui ne peuvent être pardonnées par une amnistie ordinaire (art. 15), que son aïeul ou son aïeule... son père ou sa mère seront vieux (âgés de 70 ans et au-dessus) ou infirmes... auront besoin de soins... et n'auront pas dans leur famille d'autre descendant adulte (âgé de 16 ans et au-dessus) c'est-à-dire qui, par le fait, seront dans le cas de ceux qui n'auront qu'un fils unique... il en sera rendu compte au souverain et on attendra sa décision.

S'il s'agit d'un condamné aux peines de l'exil ou du travail pénible (dont l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère sont vieux, infirmes et sans personne pour les nourrir) il ne subira que la peine de 100 coups de truong, ou recevra le prix de rachat du surplus de la peine, et il demeurera pour soigner ses parents; (pour les condamnés à la servitude militaire on se conformera à cette loi).

ART. 87. — VENTES ILLICITES  
DES RIZIÈRES ET HABITATIONS

DÉCRET I. — Les descendants qui vendront illicitement les biens laissés par leurs ancêtres pour subvenir aux frais des sacrifices seront punis, si l'étendue de ces biens atteint cinquante mous, de la servitude militaire aux frontières éloignées,

d'après le décret relatif à ceux qui vendent privément ou offrent en don à des personnes puissantes les terrains de sépultures de leurs ancêtres; si l'étendue de ces biens n'atteint pas le chiffre ci-dessus ainsi que dans le cas de vente illicite de rizières réservées dans un but de charité ou de piété, ils seront punis d'après la loi sur la vente illicite des rizières appartenant à l'Etat. Ceux qui vendront une ferme d'un temple dédié à la mémoire des ancêtres seront punis de 77 coups pour une ferme; pour chaque fois trois fermes en plus, la peine augmentera d'un degré et le maximum sera de cent coups de truong et de trois ans de travail pénible. Dans les cas ci-dessous, les personnes qui, connaissant la nature de la transaction, se rendront acquéreurs de ces biens, seront, selon chaque cas, punies pour le même fait que les coupables; les constructions ou autres biens seront restitués au chef de la famille pour qu'il veille à leur administration et le prix de vente sera confisqué au profit de l'Etat...

#### ART. 94. — DU MARIAGE

DÉCRET I. — Le mariage des filles et des garçons dépend toujours de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère, s'il n'y a ni aïeul, ni aïeule, ni père, ni mère. c'est des autres parents que dépend le mariage.

Si l'époux est mort et que la mère ait amené ses filles et se soit mariée à un autre homme, le mariage de ces filles dépend de leur mère.

Si un mariage est conclu mais pas encore accompli et qu'il arrive que soit le garçon, soit la fille vienne à mourir, on ne poursuivra pas la restitution des cadeaux de noces.

#### ART. 82. — DE LA SÉPARATION DES FAMILLES SUR LES ROLES ET DU PARTAGE DES BIENS

Toutes les fois que, du vivant de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère, les enfants ou petits-enfants feront un rôle de famille particulier et partageront les biens ils seront punis de 100 coups de truong si des frères aînés et cadets, pendant qu'ils

sont en deuil de leur père ou de leur mère, font établir un rôle distinct pour l'inscription de leurs familles et partagent les biens, ils seront punis de 80 coups de truong.

#### ART. 108. — DE LA RÉPUDIATION OU DIVORCE DE L'ÉPOUSE

Toutes les fois que l'épouse ne sera pas dans aucun des (sept) cas pour lesquels elle devrait être repidiée, ou bien lorsqu'elle n'aura commis aucun action de nature à éteindre le devoir qui la lie (envers l'époux) celui qui la répudiera à cause de sa seule volonté d'agir ainsi sera puni de 80 coups de truong. Bien qu'elle ait commis une des sept actions qui entraînent la répudiation (n'avoir pas d'enfants, inconduite, ne pas servir le beau-père et la belle-mère, médisance, bavardage, vol, jalousie, infirmité de nature à la rendre impropre à la génération) si elle est dans un des trois cas d'empêchement du divorce (avoir porté un deuil de trois ans avec l'époux ; lorsque les époux étaient d'abord pauvres se sont ensuite enrichis ; lorsqu'elle n'a plus personne auprès de qui elle puisse retourner, celui qui la répudiera sera puni d'une peine moindre de deux degrés et les époux seront contraints à se réunir.

Si elle a commis une action de nature à éteindre le devoir qui la lie et qu'il y ait lieu de la répudier, celui qui ne la répudiera pas, sera encore puni de 80 coups de truong...

DÉCRET I de l'article 108. — Lorsque l'épouse est dans un des sept cas de répudiation et qu'il existe, en outre, un des trois motifs d'empêchement au divorce, elle ne peut être repudiée par la seule volonté de l'époux : si elle est coupable d'adultère, elle n'est plus comprise dans cette disposition.

#### ART. 160. — CACHER LE DEUIL DU PÈRE, DE LA MÈRE OU DE L'ÉPOUX

Ceux qui, apprenant qu'ils sont en deuil de leur père ou de leur mère (s'il s'agit du petit-fils de droite lignée devenu le plus proche parent de ses aïeux, le deuil est considéré comme

celui du père et de la mère) ou bien de leur époux, le cachent et ne manifesteront pas leur douleur seront punis de 60 coups de truong et d'un an de travail pénible.

Ceux dont le temps de deuil ne sera pas encore complètement écoulé, qui se débarrasseront de leurs vêtements de deuil, se livreront aux plaisirs et oublieront leur douleur; qui feront de la musique ou assisteront à des festins, seront punis de 90 coups de truong...

Si le père ou la mère d'un fonctionnaire ou d'un employé viennent à mourir, celui-ci doit prendre un congé de deuil; s'il se déclare faussement en deuil de son aïeul, de son aïeule, d'un oncle, frère aîné ou cadet, de son père, d'une tante sœur de son père, ou d'un frère aîné, ou d'une sœur aînée, et ne prend pas de congé de deuil, il sera puni de 100 coups de truong et dégradé ou cassé de son emploi sans pouvoir être réintégré...

Ceux dont le temps de deuil ne sera pas complètement terminé, qui dissimuleront leur douleur et reprendront une fonction, seront punis de 80 coups de truong (et de même dégradés); les fonctionnaires dirigeants concernés qui connaîtront les faits et qui laisseront agir, seront, dans chaque cas, punis de la même peine. Ceux qui ne les connaîtront pas ne seront pas incriminés...

#### ART. 161. — ABANDONNER LE SOIN DE VEILLER SUR LES PARENTS

Toutes les fois que l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère seront âgés, de 80 ans et au-dessus, ou bien qu'ils seront impotents et qu'ils n'auront aucune autre personne pour les soutenir, ceux qui abandonneront le soin de veiller sur leurs parents, ainsi que ceux qui déclareront mensongèrement que leur aïeul, leur aïeule, leur père ou leur mère sont vieux ou infirmes et qui demanderont à s'en retourner pour veiller sur eux, seront également punis de 80 coups de truong. (Ceux qui auront abandonné leurs parents seront contraints à revenir auprès d'eux pour les nourrir et les soigner. Leurs parents morts et leur

temps de deuil expiré, ils seront abaissés de degrés de mérite et réemployés. Ceux qui auront demandé à revenir chez eux seront, comme précédemment, renvoyés à leurs fonctions.)

Si l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère, ou bien si l'époux a encouru la peine de mort et est actuellement incarcéré et détenu, pour ceux qui feront des festins ou de la musique, la faute sera encore la même (faire des festins, il n'est pas nécessaire que ce soit dans leur propre maison, et cela s'applique encore au cas où ils auraient assisté à un festin dans une autre maison).

#### ART. 162. — DES INHUMATIONS

(Pour les fonctionnaires comme pour les personnes du peuple, l'inhumation doit avoir lieu dans les trois mois.) Toutes les fois qu'une famille est en deuil d'un parent de rang prééminent ou de rang inférieur, elle doit absolument procéder à l'inhumation selon (les délais fixés par) les règles rituelles.

Ceux qui seront troublés par les signes du vent et de l'eau ou bien qui invoqueront des prétextes pour suspendre le transport de la bière à la fosse et qui, pendant des années, exposeront le cercueil dans leur maison, sans l'inhumer, seront punis de 80 coups de truong (s'ils jettent ou détruisent le cadavre, il y a, d'ailleurs, des lois spéciales) (art. 245)...

Les familles qui sont en deuil observeront le recueillement et l'abstinence, elles brûlent des parfums et font des libations; si les personnes des deux sexes se réunissent en désordre (la gravité consiste en ce que c'est) pour boire du vin et manger de la viande, le chef de famille sera puni de 80 coups de truong...

DÉCRET I de l'article 162. — Dans tous les actes relatifs aux enterrements qui ont lieu dans les familles du peuple, toutes les fois qu'il y aura des réunions dans lesquelles on introduira des divertissements ou bien des déguisements pour des représentations théâtrales, ou si on emploie des instruments à cordes, des flûtes ou chalumeaux pour se livrer au chant et à des cérémonies bhuddiques, le fonctionnaire local s'y opposera sévèrement.

Ceux qui auront contrevenu à cette disposition seront punis selon la loi relative à ceux qui contreviennent à une décision souveraine.

## TOME II

### ART. 245. — DE LA VIOLATION DES TOMBES

Celui qui aura supprimé ou creusé un tumulus ou une tombe jusqu'à voir le cercueil extérieur ou le cercueil intérieur sera puni de 100 coups de truong et de l'exil à trois mille lis, celui qui aura ouvert les cercueils extérieur et intérieur, jusqu'à voir le cadavre sera puni de la strangulation (avec sursis) ; si les tombes ont été supprimées sans qu'on ait rendu visible le cercueil intérieur ou extérieur, la peine sera de cent coups de truong et de trois ans de travail pénible...

Si des parents de rang inférieur ou plus jeunes suppriment des tumulus ou tombes des parents de rang prééminents ou plus âgés (de l'un des cinq degrés pour lesquels il existe un vêtement de deuil) ils seront jugés comme des personnes quelconques ; s'ils ont ouvert les cercueil extérieur et intérieur de façon à voir le corps, ils seront punis de la décapitation (avec sursis) ; s'ils ont jeté le cadavre et vendu le terrain de sépulture, la faute sera encore la même ; l'acheteur du terrain et les témoins-cautions, s'ils ont connaissance de la nature des faits, seront, chacun, punis de quatre-vingts coups de truong et on poursuivra la restitution du prix de vente qui sera confisqué à l'Etat ; la terre fera retour aux parents de la même souche ; s'ils n'ont pas eu connaissance de la nature des faits, ils ne seront pas incriminés...

Ceux qui auront détruit, jeté et abandonné sans cependant faire disparaître et perdre (le cadavre d'une autre personne ou d'un parent de rang prééminent ou plus âgé), ou bien qui auront (abîmer même seulement), coupé les cheveux, ou bien qui auront fait des blessures (aux cadavres) seront, dans chaque cas, punis d'une peine moindre d'un degré (si le coupable est une personne quelconque, il sera puni de l'exil, diminué d'un

degré; si c'est un parent de rang inférieur au plus jeune, il sera puni de la décapitation, diminué d'un degré)...

ART. 288. — FRAPPER L'AIEUL, L'AIEULE,  
LE PÈRE OU LA MÈRE

Les enfants ou petits-enfants qui auront frappé leur aïeul, leur aïeule, leur père ou leur mère, ainsi que l'épouse ou la concubine qui auront frappé l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère de l'époux seront tous punis de la décapitation; s'il y a meurtre, tous seront punis de la mort lente...

Si les enfants ou petits-enfants ont désobéi et contrevenu aux ordres et aux instructions qui leur sont donnés et si l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère (les ayant corrigés et punis sans suivre les règles et les ayant battu outre mesure), les ont frappés d'une façon déraisonnable et les ont tués, la peine sera de 100 coups de truong; si le meurtre a été volontaire (si, de la part des enfants ou petits-enfants il n'y a pas eu désobéissance et transgression des ordres et des instructions, le meurtre est volontaire), la peine sera de 60 coups de truong et un an de travail pénible...

Si des enfants ou petits-enfants ont frappé et injurié l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère, ou bien si l'épouse ou une concubine ont frappé et injurié l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère de l'époux et ont été frappés et tués (à cause de cette faute, et par l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère ou l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère de l'époux), comme aussi s'ils ont été corrigés et punis selon les règles pour avoir désobéi et transgressé les ordres et les instructions qui leur sont donnés et s'ils en sont morts sans qu'on ait pu prévoir ce résultat, ou, enfin, s'il s'agit d'un homicide commis par mégarde ou accident, dans chaque cas, le fait ne sera pas puni.

ART. 306. — DE L'ATTEINTE A L'APPELLATION  
ET DE LA TRANSGRESSION DU DEVOIR

Les enfants et petits-enfants qui auront accusé leur aïeul, leur aïeule, leur père ou leur mère, l'épouse ou les concubines

qui auront accusé l'époux, ainsi que celles qui auront accusé l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère de l'époux seront (encore que le motif de l'accusation soit réel), punis de cent coups de truong et de trois ans de travail pénible; (les aïeux, père et mère et autres seront dispensés de la peine qu'ils auront encourue, comme s'ils étaient livrés eux-mêmes à la justice (art. 24).

Mais si, de quelque façon que ce soit, l'accusation est calomnieuse (il n'est pas nécessaire qu'elle soit complètement calomnieuse, du moment où une seule chose sera calomnieuse, par cela seul) ils seront punis de la strangulation.

ART. 307. — DES ENFANTS ET PETITS-ENFANTS  
QUI TRANSGRESSENT LES ORDRES  
ET LES INSTRUCTIONS

Les enfants et petits-enfants qui auront désobéi aux ordres et transgresse les instructions de leur aïeul, de leur aïeule, de leur père ou de leur mère ou ceux qui ne pourvoiront pas complètement à leurs besoins et les laisseront manquer de nécessaire, seront punis de cent coups de truong...

## BIBLIOGRAPHIE

---

### I. — OUVRAGES DE BIBLIOGRAPHIE

BRÉBION (A). — *Bibliographie des voyages dans l'Indochine française du XI<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècles*, Saïgon, 1910.

CORDIER (Henri). — *Bibliotheca indosinica, Dictionnaire bibliographiques des ouvrages relatifs à la péninsule indochinoise* (Publication de l'Ecole française d'Extrême-Orient), Paris MDCCCXV.

DUONG-VAN-GIAO. — *L'Indochine pendant la guerre* (1914-1918). Thèse Droit, Paris, 1926, Bibliographie.

MAYBON (Charles-B.). — *Note sur les travaux bibliographiques concernant l'Indochine française* (Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient).

MAYBON (Charles-B.). — *Histoire moderne du pays d'Annam*, Paris 1919, Bibliographie.

## II. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- BONIFACY (Lieutenant-Colonel). — *Cours d'Ethnographie indochinoise*, Hanoï-Haïphong, 1919.
- BOUINAIS et PAULUS. — *Le royaume d'Annam*, Paris, Baudoin, 1885.
- BRIFFAUT (C.). — *La cité annamite*, 3 vol. Paris, 1909-1912.
- Cochinchine française, excursions et reconnaissances, Saïgon et Hanoï*, 1879-1890 (33 fasc. formant 15 vol.).
- CONFUCIUS et MENCIAUX. — *Les quatre livres de philosophie morale et politique de la Chine traduits du chinois, par Pauthier (G.)*, Paris, 1921.
- CORDIER (Henri). — *La piété filiale et le culte des ancêtres en Chine*, Paris, 1910.
- CORDIER (Henri). — *Mélanges d'histoire et de géographie orientales*, Paris 1922.
- CORDIER (G.). — *Essai sur la littérature annamite. La chanson*, Hanoï, 1920.
- CORDIER (G.). — *Littérature annamite. Extrait des poètes et des prosateurs*, 1914, Hanoï-Haïphong.
- CUA (P.). — *Maximes et proverbes (en annamite)*, Saïgon, 1882.

- CUA (P.). — *Suite des chuyen giai buon, suivie de divers jugements et instruction rendus par les tribunaux annamites (en annamite)*, Saïgon, 1887.
- CURY. — *La société annamite. Lettrés, mandarins, peuple, thèse*, Paris, H. Jouve, 1910.
- DABRY DE THIERSANT. — *La piété filiale en Chine*, Paris, 1877.
- DARESTE (R.). — *Le Droit en Chine. Journal des Savants*. Septembre 1901.
- DAUSSE (Maurice). — *La civilisation annamite et le protectorat français*, Bordeaux, 1919.
- DE VERIA (G.). — *Histoire des relations de la Chine avec l'Annam du xvi<sup>e</sup> au xix<sup>e</sup> siècle*, 1880.
- DIGUET (Colonel). — *Les Annamites*, Paris 1906.
- DUMOUTIER (G.). — *Les chants et les traditions populaires des Annamites, recueillis et traduits par G. Dumoutier*. Paris 1890.
- EDKINS (J.). — *La religion en Chine. Annales du Musée Guimte*, t. IV, Paris, Leroux.
- FARJENEL (F.). — *Quelques particularités sur le culte des ancêtres en Chine*. Paris, 1903.
- FINOT (L.). — *Sur quelques traditions indochinoises*. Paris, 1911.
- FINOT (L.). — *Les études indochinoises, leçon d'ouverture du cours d'histoire et de philologie*

*indochinoise faite au Collège de France le 16 mai 1908, Paris 1908. (Extrait du Bulletin du Comité de l'Asie française.)*

GARROS. — *Les usages de Cochinchine, Saïgon, 1905.*

GIRAN. — *La psychologie du peuple annamite, Paris, 1904.*

GOSSELIN (Capitaine). — *L'Empire d'Annam, Paris, 1904.*

GRANET (Marcel). — *La religion des Chinois, Paris, 1922.*

GRANET (Marcel). — *Coutumes matrimoniales de la Chine antique, app. in. T'oung pao, XIII, p. 553.*

GRANET (Marcel). — *Fêtes et chansons anciennes de la Chine, Paris, Leroux, 1919.*

GRANET (Marcel). — *La polygamie sororale et le sororat dans la Chine féodale, Angers 1920.*

GRANET (Marcel). — *La vie et la mort: croyances et doctrines de l'antiquité chinoise* (dans *Annuaire de l'Ecole des hautes Etudes sciences religieuses, Paris, 1920.*

GROOT (DE). — *Les fêtes annuellement célébrées à Emoi (Amoy). Etude concernant la religion populaire des Chinois, traduit du hollandais, par C.-G. Chavannes, Paris, 1866. Annales du Musée Guinet, t. XII.*

- GROUSSET (R.). — *Histoire de la Philosophie orientale*, Paris, 1923.
- HARLEZ (C. DE). — *Religions de la Chine* Leipzig, W. Gerhard, 1891.
- HARLEZ (C. DE). — *San-li-t'u, tableau des trois rituels, traité de mœurs chinoises avant l'ère chrétienne*. *Journal asiatique*, Paris, 1890.
- HARLEZ (C. DE). — *Traduction de la Siao-Hio, ou morale de la jeunesse*. *Annales du Musée Guinet*, t. XV.
- HOANG. — *Le mariage chinois au point de vue légal*, 1898. *Variétés sinologiques*, n° 14.
- HOANG-CAO-KHAI. — *En Annam* (traduit de l'annamite, par le Capitaine Jules Roux), Hanoï, 1910.
- HOANG-CAO-KHAI. — *Queqlues grandes figures de l'histoire d'Annam*. Traduction française par Do-Than, Hanoï, 1915.
- HOANG-TSEN-YEU. — *Etude comparative sur les philosophes de Lao-Tseu. Khong Tseu, Mo-Tseu*, Lyon, 1925
- JAMES (H.-L.). — *Au pays annamite*. Notes ethnographiques, Paris, 1896.
- LANESSAN (J.-L. de). — *La morale des Philosophes chinois*, Paris, 1896.
- LEGRAND DE LA LIRAYE. — *Notes historiques sur la nation annamite*, 1866.

- LÉONTIER (Al.). — *Lois et règlements de la dynastie mandchoue*, Pétersbourg, 1781.
- LE-VAN-PHAT. — *Contes et légendes du pays d'Annam*, Saïgon, 1913.
- LURO (E). — *Le pays d'Annam*, deuxième édit., Paris, 1897.
- MAYBON (Charles-B.). — *Histoire moderne du pays d'Annam (1592-1820)*, Paris, 1919.
- PASQUIER (P.). — *L'Annam d'autrefois*, Paris 1907.
- PAUTHIER (G.). — *Esquisse d'une histoire de la philosophie chinoise*, Paris, 1844.
- PAVIE (A.). — *Mission Pavie, Indochine (1879-1895)*, Paris, 1898-1919, 10 vol.
- PERROT. — *La société annamite*, thèse, Paris. 1902.
- PHAM QUYNH. — *L'évolution intellectuelle et morale des Annamites depuis l'établissement du protectorat français*, Valence, 1922.
- PHAM-QUYNH. — *Quelques conférences à Paris*, Hanoï, 1923.
- RHODES (le P. Alexandre de). — *Histoire du royaume de Tonquin*, Lyon, 1651-1652.
- SCHNEINER (Alfred). — *Les institutions annamites en Basse-Cochinchine avant la conquête française*, Saïgon, 1900-1902, 3 vol.
- SCHERZER. — *La puissance paternelle en Chine*, Paris, 1878.

SYLVESTRE (J.). — *L'Empire d'Annam et le peuple annamite*, Paris 1889.

TAVERNIER (Emile). — *Le culte des Ancêtres*. Extrait du *Bulletin de la Société des Etude indochinoises*, nouvelle série, t. I, n° 2, Saïgon, 1926.

TRUONG-VINH-KY P.-J.-B. — *Cours d'histoire annamite*, Saïgon, 1875-1879, 2 vol.

TRUONG-VINH-KY (P.-J.-B.). — *Les convenances et les civilités annamites*, Saïgon, 1883.

VILLARD (E.). — *Etude sur la littérature annamite. Poésies et chants populaires*, Saïgon, 1882.

### III. — RELIGION ET MŒURS

ANTONIN (P.). — *Le Schang-ti et le thien dans l'antiquité*, Paris, 1891.

AU HOC THI (*livre classique pour la jeunesse*) (en annamite). Bibl. de l'Ecole des langues orientales vivantes.

BOUINAIS et PAULUS. — *Le culte des morts dans le Céleste Empire et dans l'Annam*, Paris, 1893.

BOURCHES. — *Essai sur les mœurs et les institutions du peuple annamite*.

CRÉMAZY (L.). — *Croyances et-mœurs populaires des Annamites*, conférence faite à l'Ecole Coloniale, 1907-1908.

- DUMOUTIER (G.). — *Les symboles, les emblèmes et les accessoires du culte chez les Annamites. Annale du musée Guimet*, Paris 1891.
- DIEP-VAN-CUONG. — *Recueil de morale annamite*, Saïgon, 1917.
- DURWELLE (G.). — *La famille annamite et le culte des ancêtres*.
- FARJENEL. — *La morale chinoise, fondement des sociétés d'Extrême-Orient*, Paris, 1906.
- GIRAN (P.). — *Magie et religions annamites*, Paris, 1912.
- GIRAN (P.). — *Notice explicative de l'expression d'ethnographie religieuse, suivie d'un aperçu sur les croyances annamites*, Marseille, 1906.
- KHUYEN HIEU THO (*livre sur la piété filiale*) (en annamite). Bibl. de l'Ecole des Langues Orientales vivantes.
- LEMIRE. — *Mœurs des Indochinois, d'après leurs cultes, lois, littérature et théâtre*, Paris, 1902.
- LESSERTEUR (E.-C.). — *Rituel domestique des funérailles en Annam*, Paris, 1885.
- LY-KOUANG-TE. — *La doctrine de Confucius*.
- NGUYEN-TRAI. — *Gia huan ca (Instructions familiales)* transcrites et publiées par Ed. Nor-

- deman, Hanoï, 1894. Bibl. des Langues Orientales vivantes.
- PAUTHIER (G.). — *La doctrine de Confucius*, Paris, 1921.
- PARMENTIER. — *La religion ancienne de l'Annam*, Paris, 1907, E. Leroux.
- PIETRALBA (Hector). — *Dix mois à Hanoï. Etude de mœurs tankinoises*, Paris et Limoges, 1890.
- TAM-TU-KINH ou *livre des phrases de trois caractères, avec le grand commentaire de Vuong-tan-thang*. Traduction par Abel des Michels, Paris, 1882.
- TRAN QUANG THUAN. — *Phong hoa tap (Instruction morale destinée aux jeunes annamites)* (en annamite), Saïgon, 1905.
- TRAN QUANG TUAT. — *Phong hoa le nghi (Cours de morale et de politesse annamite)* (en annamite), Saïgon, 1910.
- TRUONG MINH Y. — *Hieu nghĩa minh tho giai nghĩa (Commentaire sur le livre de la piété filiale)* (en annamite), Saïgon, 1924.
- TRUONG-VINH-KY (P.-J.-B.). — *Tho me day con (une mère à sa fille)* (en annamite), Saïgon, 1882.
- TRUONG-VINH-KY (P.-J.-B.). — *Nu tac (Devoirs des filles et des femmes)* (en annamite), Saïgon, 1882.

- TRUONG-VINH-KY (P.-J.-B.). — *Phep lich su Annam* (Les convenances et les civilités annamites) (en annamite), Saïgon, 1883.
- TRUONG-VINH-KY (P.-J.-B.). — *Minh tam buu giam* (Le précieux miroir du cœur) (en annamite), Saïgon, 1924, 2 vol.
- TRUONG-VINH-KY (P.-J.-B.). — *Gia huan ca* (Ecole domestique. Un père à ses enfants) (en annamite), Saïgon, 1883.
- ROSNY (L. de). — *La morale de Confucius. Le livre sacré de piété filiale*, Paris, 1893.
- THAN-TRONG-HUE. — *Le culte des ancêtres. Revue des Religions*, janvier-février 1905.
- WAKATSUKI. — *Le Japon traditionnel*, Paris Geuthner 1926.

#### IV. — LÉGISLATION

- Code Annamite* (Gialong), traduit par Philastre, Paris, Ernest Leroux, deuxième édition 1909, et par Aubaret, Paris 1865.
- Code des Lê*, traduction et commentaire par Raymond Deloustal. Extrait du *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient* (1908-1911), Hanoï, 1911, 2 vol.
- Codes applicables devant les juridictions annamites du Tonkin*, Hanoï, 1922.
- La loi civile selon le Droit de Gialong*, traduction littéraire et commentaire de qq lois et

- décrets du *Code Gialong*, par Briffaut (C.), Hanoï-Haïphong, 1919.
- Principe de la loi pénale annamite*, arrêté du 16 juillet 1917, traduit en langue annamite par S. E. le Tong-Doc de Hadong, Hanoï, 1918.
- Ta tsing leu lee, ou les lois fondamentales du code pénal de la Chine*, traduit par Sir George Stauton, mis en français (avec des notes par Fel. Renouard de Sainte-Croix, Paris, 1812.
- BARRIÈRE (A.). — *La femme en Droit annamite moderne*, thèse, Toulouse, 1920.
- BOURAYNE (Louis). — *Code civil annamite ou les lois civiles annamites disposées d'après le Code civil français*, Paris, 1904.
- BOURAYNE (Louis). — *La justice que nous devons aux indigènes dans nos colonies et celle que nous appliquons aux Annamites*, Paris, 1902.
- BOYER (G.). — *Le régime des successions en Droit annamite*, thèse, Paris, 1920.
- BRIFFAUT (C.). — *Droit civil sino-annamite, notes historiques*, Hanoï-Haïphong, 1921.
- BRIFFAUT (C.). — *Etude sur les biens culturels familiaux en pays d'Annam, Huong-Hoa*, Paris 1913.
- BRIFFAUT (C.). — *Le gendre anormal en Droit sino-*

- annamite. (*Journal judiciaire de l'Indochine*, 1913-1914.)
- DENJOY (P.). — *Etude pratique de la législation civile annamite*, Paris, 1894.
- DARWELL. — *Doctrine et jurisprudence en matière civile indigène*, Saïgon, premier fascicule, 1898; deuxième fascicule, 1899.
- HO DAC DIEM. — *La puissance paternelle dans le Droit annamite*. Thèse, Paris, 1928.
- LANDES. — *La commune annamite. Excursions et reconnaissances*, t. II, p. 123, Saïgon, 1880.
- LESSERRE. — *Projet de Code civil à l'usage des Annamites*, Saïgon, 1884.
- MAUNIER (R.). — *La ville annamite*, *Revue internationale de sociologie*, 1909.
- MIRABEN. — *Précis de droit annamite*, Paris, 1896.
- MOQUAY (F.). — *Les principes du droit pénal annamite*, d'après le Code de Gialong, thèse, Poitiers, 1914.
- PARIS (C.). — *Etude sur la législation pénale annamite*, Paris, 1896.
- PHÂN-VAN-TRUONG. — *Essai sur le Code de Gialong*, thèse, Paris, 1922.
- SILVESTRE. — *Considérations sur l'étude du Droit annamite*, Saïgon, 19 .
- SOMBSTHAY. — *Cours de législation et administration annamites*, Paris, 1898.

TAVERNIER (Emile). — *La famille annamite, Saïgon,*  
1927.

TRAN-VAN-CHUONG. — *Essai sur l'esprit du Droit sino-annamite, thèse, Paris, 1922.*

TRAN-VAN-LIEU. — *Les substitutions fidéicommissaires en Droit annamite, Huong-Hoa, thèse, Paris, 1927.*

VILLARD. — *Etude sur le droit administratif annamite, Saïgon, 1882.*

VILLARD. — *Etude sur le droit pénal annamite, Saïgon, 1882.*

*Recueil des principales ordonnances royales édictées depuis la promulgation du Code annamite et en vigueur au Tonkin, traduction de Deloustal et Michel, Hanoï, 1903.*

*Recueil (Dareste) de législation de doctrine et de jurisprudence coloniales.*

*Recueil (Pénant) général de jurisprudence de doctrine et de législation coloniales. La Tribune des Colonies et des Protectorats.*

*Recueil de jurisprudence en matière indigène de 1880 à 1885, par Lasserre, Saïgon, 1884.*

*Journal judiciaire de l'Indochine.*

*Jurisprudence générale en matière civile, commerciale, criminelle, administrative et indigène concernant les possessions françaises d'Extrême-Orient, par Gabriel Michel, Hanoï, 1901.*

*Vu, le 20 mars 1928 :*

Le Doyen de la Faculté des Lettres  
de l'Université de Paris,

F. BRUNOT.

*Vu et permis d'imprimer :*

Le Recteur  
de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

MARCEL BRY

DESSINATEUR - IMPRIMEUR

SCEAUX

---









